



Le commerce pour le développement des PMA

# Rapport Annuel 2018

DIX ANS D'ACTION POUR QUE LE COMMERCE PROFITE AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS





# Zones d'intervention

## Afrique

Angola  
Bénin  
Burkina Faso  
Burundi  
Cabo Verde  
Comores  
Djibouti  
Érythrée  
Éthiopie  
Guinée  
Guinée équatoriale  
Guinée-Bissau  
La Gambie  
Lesotho  
Libéria  
Madagascar  
Malawi  
Mali

Mauritanie  
Mozambique  
Niger  
Ouganda  
République centrafricaine  
République démocratique  
du Congo  
Rwanda  
Sao Tomé-et-Principe  
Sénégal  
Sierra Leone  
Somalie  
Soudan  
Soudan du Sud  
Tanzanie  
Tchad  
Togo  
Zambie

## Amériques

Haïti

## Asie

Afghanistan  
Bangladesh  
Bhoutan  
Cambodge  
Maldives  
Myanmar  
Népal  
RDP lao  
Timor-Leste

## Moyen-Orient

Yémen

## Pacifique

Îles Salomon  
Kiribati  
Samoa  
Tuvalu  
Vanuatu



# Acronymes

ACAC	Académie cambodgienne des arts culinaires	RCA	République centrafricaine
AFE	Accord sur la facilitation des échanges	RDC	République démocratique du Congo
ANMO	Arrangements nationaux de mise en œuvre	S&E	Suivi et évaluation
CCI	Conseiller commercial international	SE	Secrétariat exécutif du CIR
CDCIR	Comité directeur du CIR	SIG	Système d'information de gestion
CIR	Cadre intégré renforcé	TIC	Technologies de l'information et de la communication
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	UNMO	Unité nationale de mise en œuvre
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe	UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté		
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce		
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture		
FASCIR	Fonds d'affectation spéciale pour le CIR		
GFAS	Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR		
ITC	Centre du commerce international		
MITC	Centre de l'investissement et du commerce du Malawi		
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises		
ODD	Objectif de développement durable		
OMC	Organisation mondiale du commerce		
PEMO	Principale entité de mise en œuvre		
PMA	Pays les moins avancés		
PND	Plan national de développement		
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement		

# Table des matières

Acronymes	2
Avant-propos	4
Principaux résultats de 2018	6
Liens entre le CIR et les ODD	10
Renforcement des institutions et des politiques pour promouvoir le commerce inclusif	13
Soutien aux acteurs économiques et au secteur privé pour accroître les exportations et améliorer l'accès aux marchés internationaux	21
Responsabilité et partage des résultats	33
Annexe 1 – Résultats par indicateur	50
Annexe 2 – Projets de la catégorie 1	57
Annexe 3 – Projets de la catégorie 2 et projets combinés	65

# Avant-propos

L'année 2018 a marqué les dix ans du Cadre intégré renforcé (CIR). Cela nous a donné l'occasion de célébrer les succès que nous avons obtenus jusqu'à présent tout en réfléchissant à ce que nous avons appris et aux défis qu'il nous reste à relever.



Le CIR est le seul partenariat multilatéral ayant vocation à fournir un financement et à apporter une expertise technique pour développer le commerce dans les pays les plus pauvres du monde. Au cours des dix dernières années, le CIR a engagé 183,43 millions d'USD en faveur des pays les moins avancés (PMA), dont 20,6 millions d'USD en 2018. Le CIR est plus déterminé que jamais à aider les PMA à relever les défis liés au développement du commerce dans un climat de conflits commerciaux croissants, qui ont une incidence à la fois directe et indirecte sur la capacité des PMA à faire du commerce.

L'objectif du CIR visant à réduire la pauvreté en accroissant les exportations et en favorisant le développement durable ne saurait être atteint sans la mobilisation de ressources supplémentaires. En 2018, 29 projets du CIR bénéficiaient d'un cofinancement, et le cofinancement cumulatif pour tous les projets du CIR a atteint 85,5 millions d'USD à la fin de 2018, qui était le résultat d'un effort réalisé à l'échelle du partenariat pour

intégrer les considérations commerciales dans tous les projets de développement.

En 2018, le CIR avait aidé 38 pays à établir des mécanismes de coordination du commerce, et 41 pays avaient intégré le commerce dans leur plan national de développement (PND). Les gouvernements des PMA peuvent tirer parti de ces résultats pour créer les cadres institutionnel et politique nécessaires pour réaliser les cibles des objectifs de développement durable (ODD) et favoriser le changement de catégorie des PMA. Au cours des dix dernières années, le CIR a dirigé l'action visant à donner aux femmes les moyens de faire du commerce; en 2018, environ 33% des bénéficiaires des projets destinés aux secteurs productifs étaient des femmes.

En 2018, le Plan stratégique du CIR pour 2019-2022 a été élaboré au moyen d'un processus collaboratif associant l'ensemble du partenariat. Ce plan fournit des orientations sur la manière de mieux intégrer les PMA dans l'économie mondiale en s'inspirant de ce qui a le mieux fonctionné pour le CIR jusqu'à présent. Dans le cadre de la transition vers la nouvelle phase de mise en œuvre lancée au titre du Plan stratégique du CIR, un examen du système de suivi et d'évaluation (S&E) a été réalisé en 2018 avec l'appui de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) afin d'évaluer les avantages du système actuel ainsi que les difficultés qu'il rencontre. Un rapport final a été établi dans le cadre d'une approche participative comprenant un atelier des partenaires du CIR, et un groupe de travail se réunira périodiquement en 2019 pour mettre en œuvre les recommandations du rapport et accroître encore davantage l'efficacité du programme.

Reconnaissant la priorité accrue accordée à l'intégration régionale pour les PMA, le CIR a lancé en 2018 un nouveau guichet de financement pour les projets régionaux. Ces projets sont conçus de façon à atteindre les buts et objectifs du CIR en appliquant une approche régionale et à mobiliser des ressources additionnelles pour l'intégration régionale. Deux projets régionaux ont débuté en 2018, et d'autres seront lancés dans les années à venir.

Ces dernières années, le CIR a œuvré à renforcer ses communications, tant au niveau national qu'au niveau mondial. En 2018, nous avons lancé notre plate-forme d'actualités, *Nouvelles de l'Aide pour le commerce*, qui est disponible en ligne et en version papier. Cette plate-forme permet au CIR de partager plus facilement et de manière attrayante ses résultats et des récits

d'expérience avec un public mondial. La même année, nous avons aussi lancé un guide de communication en anglais, en français et en portugais, lequel fournit aux pays des idées, des exemples et des modèles pour les aider à mieux communiquer les résultats de leurs projets.

Un des points forts de l'année pour le CIR a été le Forum mondial sur le commerce inclusif, qui a réuni plus de 300 participants de 50 pays au siège de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève en juin 2018. Lors du Forum, des dirigeants de gouvernements, d'organisations internationales, du secteur privé et du monde académique ont examiné durant deux jours comment les PMA pouvaient tirer parti du commerce pour réaliser les ODD. Pour conclure l'événement, des représentants de haut niveau de PMA ont appelé la communauté internationale à les aider à réaliser les ODD en renforçant le système commercial multilatéral et en accroissant le soutien apporté au CIR.

Le CIR a consolidé son engagement en faveur du commerce électronique en 2018. Les pays du CIR reconnaissent qu'il est nécessaire d'améliorer leurs politiques et leurs infrastructures afin de tirer parti du potentiel de l'économie numérique pour parvenir à une croissance durable et réduire la pauvreté. Nous aidons les pays à atteindre leurs objectifs en matière de commerce électronique principalement en soutenant les études rapides sur le niveau de préparation au commerce électronique. Ces études sont réalisées à la demande des gouvernements de PMA et montrent de quelle manière le commerce électronique fonctionne à ce jour et quels sont les obstacles qui entravent sa croissance future. En 2018, le CIR avait financé neuf études, toutes réalisées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce (CNUCED). Cinq d'entre elles ont été menées à terme (Îles Salomon, Libéria, Népal, Samoa et Vanuatu) et quatre sont encore en cours (Kiribati, Lesotho, Malawi et Tuvalu).

En 2018, le CIR a également renforcé son partenariat avec des partenaires de longue date, notamment le Centre du commerce international (ITC – initiative SheTrades), le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce de l'OMC (STDF – normes) et la Banque mondiale (financement des priorités de l'EDIC). Nous avons également œuvré à élargir notre partenariat avec la Société internationale islamique de financement du commerce, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Secrétariat du Commonwealth, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique et la Commission

économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (sur le commerce sans papier dans la région Asie-Pacifique).

Je tiens à remercier tous les Membres du partenariat, dont les PMA, les donateurs du CIR et les organisations internationales du CIR, pour le soutien qu'ils ont apporté en 2018 pour que le commerce profite aux PMA. Je suis certain que les résultats que nous avons obtenus et que ce que nous avons appris ensemble au cours de cette décennie ont créé une base solide qui nous permettra d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés dans le Plan stratégique du CIR pour 2019-2022.

Je souhaiterais également remercier M. Roberto Azevêdo, Directeur général de l'OMC; S.E. M. Daniel Blockert, qui a exercé la fonction de Président du Comité directeur du CIR (CDCIR) jusqu'au 31 août 2018; S.E. M. Morten Jespersen, nouveau Président du CDCIR; S.E. M. Eloi Laourou, Président du Conseil du CIR; et tous les membres du Conseil du CIR, pour leur inestimables avis, soutien et coopération.

Enfin et surtout, je remercie mes collègues du Secrétariat exécutif du CIR (SE) et du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (GFAS) pour leur travail acharné et leur dévouement sans faille en faveur du programme.



Ratnakar Adhikari  
Directeur exécutif  
Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé à l'OMC

# Principaux résultats de 2018

## 33% de femmes bénéficiaires

L'autonomisation économique des femmes est au cœur des activités du CIR. En 2018, environ **33%** des bénéficiaires des projets dans les secteurs de production étaient des femmes.



## 85,5 millions d'USD de cofinancement

En 2018, le CIR s'était associé à des partenaires de développement dans le cadre d'arrangements de cofinancement pour un total de **85,5 millions d'USD**.

## 41 pays disposant de mécanismes de coordination public-privé efficaces et de qualité

Les gouvernements et le secteur privé de **41** pays du CIR se consultent mutuellement de manière régulière sur les questions relatives au commerce.





## 29 pays du CIR dans lesquels les UNMO sont intégrées aux structures gouvernementales

Les Unités nationales de mise en œuvre (UNMO) du CIR sont intégrées aux structures gouvernementales dans 29 pays, ce qui contribuera à assurer la durabilité des résultats.



© EIF/Deanna Ramsay



© EIF/Simon Hess

## Intégration par 41 pays du commerce dans leur PND

41 pays du CIR ont intégré le commerce dans leur PND/document de stratégie pour la réduction de la pauvreté afin de mieux tirer parti du potentiel du commerce pour le développement.

## 34 EDIC réalisées

34 pays du CIR ont achevé une EDIC avec le soutien du CIR. Le processus de l'EDIC permet aux pays d'analyser leur secteur commercial par activité.



© EIF/Simon Hess

# Principaux résultats de 2018



## 39 politiques commerciales de qualité

En 2018, 10 pays du CIR ont élaboré des politiques commerciales de qualité avec le soutien du CIR, ce qui porte leur nombre total à **39**. Ces politiques commerciales identifient les avantages compétitifs et les marchés cibles dans une optique favorable aux pauvres et à l'égalité des sexes.

## Soutien apporté à 1 321 MPME

En 2018, **1 321** MPME avaient bénéficié d'un soutien dans le cadre de projets financés par le CIR (dont 716 pour la seule année 2018), qui leur ont permis d'accroître la production et les recettes, et de créer des emplois.



## 42 nouveaux marchés conquis

Le CIR aide les pays non seulement à augmenter la production, mais également à pénétrer de nouveaux marchés. En 2018, des pays ont fait leur entrée sur **42** marchés.



## 46 nouvelles technologies adoptées

En 2018, 46 nouvelles technologies ont été adoptées par les producteurs, ce qui a permis d'accroître l'efficacité et la valeur de la production.

## 41 pays disposant d'au moins 3 stratégies sectorielles intégrant le commerce

Grâce à un niveau élevé de coordination et de collaboration entre les ministères du commerce et les autres ministères d'exécution, 41 pays du CIR ont intégré le commerce dans au moins 3 stratégies sectorielles.



## 1,16 milliard d'USD mobilisés

En 2018, 1,16 milliard d'USD avait été mobilisé auprès de donateurs bilatéraux et d'autres partenaires multilatéraux de développement en faveur de 235 projets dans 43 pays sur la base des matrices des actions des EDIC.



# Liens entre le CIR et les ODD

Les 17 ODD sont axés sur l'élimination de la pauvreté, la protection de la planète et la prospérité de tous. Pour la communauté internationale, les projets du CIR constituent un moyen important de contribuer à la réalisation des ODD, et le cadre de résultats du CIR a été élaboré de façon à coïncider en grande partie avec nombre de cibles des ODD et d'indicateurs associés à ces objectifs.

La contribution du CIR à la réalisation des ODD est particulièrement importante en ce qui concerne les sept objectifs suivants:



## ODD 1 – Pas de pauvreté

Le commerce étant un moteur important de la création d'emplois et de la lutte contre la pauvreté, le CIR aide les PMA à adopter des programmes commerciaux favorables aux pauvres. Il aide également les pays à élaborer des politiques commerciales de qualité et veille à ce que les PND intègrent le commerce, de manière à pleinement tirer parti des possibilités offertes par le commerce pour faire reculer la pauvreté. Le CIR œuvre également à réduire la pauvreté grâce à des projets de renforcement des capacités de production, qui génèrent des emplois et des flux de revenus.



## ODD 2 – Faim "zéro"

Le CIR aide les PMA à accroître la productivité agricole tant pour la satisfaction des besoins des consommateurs nationaux que pour l'exportation. Plus de 60% de l'aide au renforcement des capacités de production fournie par le CIR est destinée aux projets d'agriculture durable et aux projets agro-industriels. Pour aider les pays à assurer leur sécurité alimentaire, le CIR s'emploie, entre autres, à promouvoir l'adoption de technologies plus efficaces qui permettent d'augmenter la production. À l'heure actuelle, les PMA se voient privés de nombreux avantages des nouvelles technologies, tout particulièrement dans le secteur agricole.

Le CIR œuvre également à améliorer la cohérence de la politique agricole et des stratégies liées au commerce, qui sont trop souvent considérées comme deux processus distincts. Le CIR a collaboré avec la FAO en vue d'intégrer le commerce dans les stratégies agricoles (et vice-versa).



## ODD 5 – Égalité des sexes

L'égalité des sexes est non seulement l'objectif explicite de l'ODD 5, mais elle joue aussi un rôle crucial dans la réalisation de tous les ODD, raison pour laquelle le CIR place l'autonomisation économique des femmes au centre de toutes ses interventions, y compris ses travaux analytiques.

Le CIR renforce la capacité des ministères et organismes chargés du commerce d'intégrer des mesures en faveur de la parité hommes-femmes dans la conception et la mise en œuvre des programmes, législations et politiques relatifs au commerce, tout en soutenant les femmes qui produisent, qui font du commerce transfrontières et qui exportent, afin de renforcer leurs capacités productives et leur aptitude à exporter.

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



© EIF/Olivier Girard

## ODD 8 – Travail décent et croissance économique

La contribution spécifique du CIR à la réalisation de l'ODD 8 est consacrée par la cible 8.A, qui encourage les pays à



accroître l'appui apporté dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, y compris par l'intermédiaire du CIR”.

Le CIR donne aux entrepreneurs et aux MPME les moyens de créer des emplois bien rémunérés en accroissant la productivité dans les secteurs tournés vers l'exportation. Il s'est engagé en faveur non seulement de la création d'emplois, mais également de la répartition équitable des nouveaux emplois entre les différentes catégories de travailleurs, y compris les femmes et les jeunes, qui sont touchés de manière disproportionnée par le chômage.

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



© EIF/Olivier Girard

## ODD 9 – Industrie, innovation et infrastructure

Grâce à ses travaux analytiques, le CIR aide les PMA à identifier les principaux obstacles au niveau des infrastructures et de l'industrialisation et à lever les fonds nécessaires pour les surmonter. Le CIR encourage aussi les pays à adopter de nouveaux types de technologies, car l'évolution technologique peut contribuer dans une large mesure à l'accroissement de la productivité, à l'amélioration du niveau de vie et à la croissance économique à long terme. Les nouvelles technologies permettent aussi aux entreprises de réduire leur empreinte environnementale. Le CIR encourage aussi l'innovation en formant les producteurs à diverses pratiques relatives aux chaînes de valeur.

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



© EIF/Simon Hess

## ODD 12 – Consommation et production responsables

La durabilité environnementale et sociale est au cœur de chaque projet du CIR. Celui-ci s'assure que les stratégies commerciales sectorielles répondent aux préoccupations en matière de durabilité, par exemple que les stratégies relatives au tourisme tiennent compte des effets de l'augmentation du tourisme sur l'environnement et la culture.

La plupart des projets du CIR comportent divers programmes de formation liés au commerce qui abordent les préoccupations relatives à la durabilité. Ces activités sensibilisent les bénéficiaires à l'incidence environnementale des interventions du CIR et présentent des stratégies d'atténuation des effets négatifs éventuels.

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



© EIF/Jan Turnbull

## ODD 17 – Redynamisation du Partenariat mondial

Le CIR incarne parfaitement l'esprit de l'ODD 17 étant donné qu'il s'agit d'un partenariat trilatéral égalitaire entre les PMA, les donateurs du CIR et les organisations internationales partenaires du CIR. L'approche fondée sur le partenariat a toujours été essentielle à la réussite du CIR, et toute contribution du CIR à la réalisation des ODD demeurera subordonnée à l'étroite coopération entre tous les membres du partenariat.

La cible 17.11, faisant écho au Programme d'action d'Istanbul, prévoit le doublement de la part des PMA dans les exportations mondiales d'ici à 2020. Tout ce que fait le CIR, y compris la contribution qu'il apporte dans ce but, repose sur le postulat selon lequel il faut réunir toutes les parties prenantes autour de la table et orienter leurs travaux vers un objectif commun.



# Renforcement des institutions et des politiques pour promouvoir le commerce inclusif

Ces dix dernières années, le partenariat du CIR a aidé les PMA à répondre à leurs besoins en matière de commerce en renforçant les institutions et en favorisant l'élaboration de politiques qui contribuent à une croissance durable.

Dans la pratique, cela signifie qu'il faut réaliser des analyses fondées sur des données pour identifier les principaux obstacles au commerce, les classer par ordre de priorité et y remédier, veiller à ce que le commerce contribue directement aux programmes de développement nationaux et mettre en place des mécanismes de coordination pour le dialogue

sur les politiques commerciales (y compris avec le secteur privé et la société civile). Le CIR déclenche aussi des réformes de politique importantes sur des questions telles que la facilitation des échanges et l'intégration régionale et dispense des cours de formation aux représentants des secteurs public et privé sur diverses questions relatives au commerce pour veiller à l'appropriation nationale du programme en matière de commerce. Le CIR met l'accent sur l'obtention de résultats tout en ne laissant aucun PMA de côté, ce qui exige l'adoption d'une approche souple pour les pays touchés par des conflits et en situation de fragilité.

# Identifier les obstacles au commerce et les solutions: les travaux d'analyse du CIR

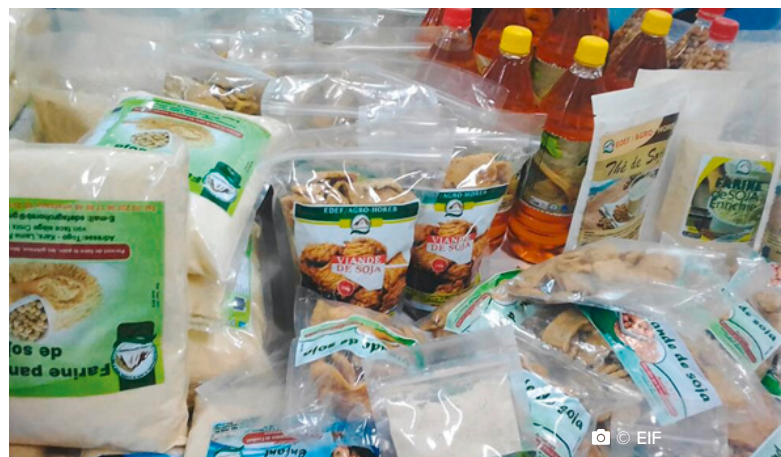
Les travaux d'analyse du partenariat du CIR sont l'une de ses marques distinctives. L'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) est un processus collaboratif dirigé par le pays, qui permet aux pays du CIR d'établir une stratégie claire pour intégrer le commerce à leur plan national de développement ou à leurs documents de stratégie de réduction de la pauvreté et d'utiliser une approche sectorielle pour identifier les difficultés et les possibilités liées au commerce. La plupart des EDIC mettent fortement l'accent sur l'égalité des sexes et contiennent des recommandations sur la façon d'autonomiser les femmes grâce au commerce. L'EDIC aboutit à une matrice des actions, qui sert de fondement à l'élaboration de projets susceptibles de bénéficier d'un concours financier alignés sur les priorités identifiées, et qui permet aux pays de plaider avec force en faveur d'un soutien à leurs programmes en matière de commerce. Le CIR s'est également engagé à aider les pays à traduire ces travaux d'analyse en politiques et stratégies qui conduisent à une croissance inclusive et à la création d'emplois. **En 2018, 34 pays du CIR avaient achevé une EDIC avec l'appui du CIR.**

Si l'EDIC demeure un élément central du partenariat, le CIR a également élargi ses travaux d'analyse afin de mieux soutenir les réformes en matière de réglementation, le développement des MPME, le reclassement des PMA, les stratégies sectorielles et les investissements. Depuis 2017, le CIR a appuyé les études rapides sur le niveau de préparation au commerce électronique menées par la CNUCED, qui aident les PMA à mieux démarrer leur transition vers l'économie numérique.

## Faire fond sur la mise à jour de l'EDIC du Togo

En 2017, le Togo a achevé la mise à jour de son EDIC, laquelle remontait à 2010. Cette mise à jour a été précédée d'un processus participatif et inclusif, auquel ont été associés divers ministères, acteurs du secteur privé, représentants de la société civile et partenaires techniques et financiers.

Plusieurs recommandations ont été formulées dans ce cadre, y compris créer une zone économique spéciale;



établir un cadre réglementaire transparent en vue d'attirer des investisseurs; continuer d'améliorer la productivité du secteur du phosphate (le premier produit d'exportation du Togo); et promouvoir l'exportation de nouveaux produits agricoles. En particulier, le rapport souligne que la chaîne de valeur de la noix de cajou présente un potentiel élevé d'amélioration, les rendements à l'hectare de cette culture étant deux fois inférieurs à ceux du pays voisin, le Ghana. Le chaîne de valeur du karité a également été identifiée comme une chaîne de valeur stratégique à fort potentiel de développement.

En 2018, faisant fond sur la mise à jour de son EDIC, le Togo a lancé un projet (avec un financement du CIR de 1,8 million d'USD) pour améliorer la compétitivité des secteurs de la noix de cajou et du karité en améliorant les conditions de transformation et de commercialisation. L'objectif général du projet est d'augmenter la transformation de noix de cajou et de karité à des fins d'exportation tout en accroissant les revenus des producteurs.

## CRÉER DES STRATÉGIES COMMERCIALES DURABLES

Le CIR est exceptionnellement bien placé pour aider les PMA à tirer parti de ses travaux d'analyse en vue d'élaborer des stratégies commerciales durables favorables au développement du secteur privé. Avec



l'aide du CIR, nombre de pays du CIR ont développé des stratégies commerciales de qualité qui identifient les avantages compétitifs et les améliorations de la productivité nécessaires. Ces stratégies commerciales identifient également des liens avec la pauvreté, l'égalité des sexes et l'environnement; sont liées aux autres stratégies nationales adoptées officiellement; identifient des marchés cibles essentiels, avec des références aux accords commerciaux bilatéraux, régionaux et multilatéraux; et traitent de questions relatives à la facilitation des échanges et à l'infrastructure. **En 2018, 39 pays du CIR avaient mis au point des politiques commerciales de qualité avec l'aide du CIR.**

### Mettre au point un programme de développement du commerce cohérent à Kiribati

Kiribati ne disposait d'aucune politique commerciale globale pour orienter son programme de développement du commerce national et international. Le processus d'élaboration de la politique commerciale était ponctuel, produisait des résultats contrastés, et le secteur privé n'avait pas de vision claire des règles, réglementations et possibilités commerciales existantes. Pour remédier à cette situation, le CIR a appuyé l'élaboration du tout premier cadre de politique commerciale de Kiribati.

Ce cadre a été approuvé par le gouvernement en décembre 2017 et lancé en août 2018, à l'issue d'un processus de formulation inclusif qui a débuté fin 2016 et qui incluait les ministères, le secteur privé et la société civile.

Le cadre de politique commerciale s'appuie sur la vision sur 20 ans récemment lancée, dans le but de créer une économie dynamique et concurrentielle et de répartir équitablement les richesses et la prospérité. Il vise à faire en sorte que les diverses politiques liées au commerce – y compris, mais pas exclusivement, celles qui sont liées à la pêche, à la migration de la main-d'œuvre et aux minéraux des fonds marins – ne se contredisent pas les unes les autres. Il vise également à renforcer la coordination interministérielle dans le cadre du programme de développement du commerce national. En outre, le gouvernement l'utilise déjà pour établir un dialogue avec divers partenaires de développement dans le but de mobiliser des ressources additionnelles au titre de l'Aide pour le commerce.



“

L'objectif du gouvernement en matière de développement est de faire en sorte que les avantages commerciaux profitent à tous les I-Kiribati (citoyens de Kiribati). Notre politique commerciale donnera effet à des mesures qui favorisent les possibilités économiques pour les groupes marginalisés comme les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. Elle garantira la mise en œuvre de programmes d'autonomisation économique dans les secteurs où Kiribati a un avantage comparatif, comme la pêche, le tourisme, l'agriculture et d'autres secteurs connexes, où la communauté peut participer, dégager facilement des revenus et améliorer ses moyens de subsistance.”

*S.E. M. Beretitenti Taneti Maamau,  
Président de Kiribati*

## RENFORCER LES INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES ET LES MÉCANISMES DE COORDINATION

Le renforcement de la coordination institutionnelle du commerce et de l'investissement est un pilier essentiel des mesures prises par le CIR pour favoriser une croissance économique durable. En soutenant une coordination accrue, le CIR veille à ce que les PMA évitent les doubles emplois tout en s'appropriant les processus d'élaboration et de mise en œuvre des projets dans les secteurs clés identifiés dans les matrices des actions de l'EDIC. Ces mécanismes de coordination sont conçus pour être inclusifs, avec la participation de toutes les parties prenantes concernées qui contribueraient à sa bonne mise en œuvre. **En 2018, 38 pays du CIR avaient mis en place des mécanismes effectifs de coordination du commerce.**

### Garantir un processus d'élaboration de projets inclusif à Madagascar

Madagascar met en œuvre un projet de renforcement des capacités institutionnelles depuis fin 2016 et obtient depuis deux ans des résultats notables. L'UNMO a été intégrée aux structures gouvernementales depuis juin 2017 et se trouve physiquement au Ministère du commerce. En 2018, l'UNMO a dirigé un mécanisme de coordination inclusif pour élaborer un projet sur le niébé. La première étape a consisté à organiser trois ateliers, qui ont eu lieu en automne/hiver 2018 en collaboration avec la Direction générale du commerce et la Chambre de commerce. Au total, 186 personnes (40% de femmes) des secteurs public, privé et agricole ont participé aux ateliers.

Les participants à l'atelier ont clairement défini les conséquences socioéconomiques et les indicateurs clés du projet sur le niébé proposé dans la région de Betsiboka. Ils ont également identifié les difficultés liées à la production, à la commercialisation et à l'infrastructure. En outre, un mécanisme de coordination a été mis en place entre la Direction générale du commerce et la Chambre de commerce aux fins de la collecte de données sur la chaîne de valeur du niébé. Un mécanisme de planification opérationnelle pour la fourniture de semences une fois le projet lancé a également été créé entre la Direction régionale de l'agriculture et les producteurs.

## ACQUISITION DES CAPACITÉS COMMERCIALES: FORMATION DES PARTIES PRENANTES DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ

La formation joue un rôle important dans les efforts déployés par le CIR pour que les pays s'approprient davantage le programme national en matière de commerce et acquièrent les capacités nécessaires pour assurer la pérennité des résultats. Le CIR finance des cours de formation de fonctionnaires, de dirigeants du secteur privé, d'entrepreneurs et de producteurs dans un large éventail de domaines liés au commerce. Les cours de formation sont conçus pour être inclusifs et garantir une forte participation des femmes et des jeunes.

Les fonctionnaires sont formés à l'élaboration des politiques commerciales et à l'intégration du commerce dans les autres politiques gouvernementales. Les connaissances qu'ils auront acquises les aideront à mener leurs programmes en matière de commerce pendant et après l'intervention du CIR.

Les employés des MPME et les chefs de file du secteur reçoivent une formation sur des sujets allant des bonnes pratiques agricoles aux normes sanitaires et phytosanitaires en passant par le développement de la chaîne de valeur et la façon d'exporter leurs produits. Les cours de formation du CIR ciblent également les groupes de femmes et les associations sectorielles afin qu'ils puissent participer pleinement aux possibilités offertes par le commerce et contribuer activement à leurs programmes nationaux en matière de commerce.

**En 2018, en moyenne 7 166 personnes par pays ont reçu une formation dans des domaines liés au commerce avec le soutien du CIR.**



## Augmenter les revenus des agriculteurs au Bhoutan grâce à des cours de formation sur l'ajout de valeur et la gestion financière

En raison de l'âpreté de la concurrence pendant la haute saison de la récolte au Bhoutan, les agriculteurs pauvres étaient à la merci des courtiers qui les rémunéraient très peu pour leurs produits, se ménageant des marges énormes à la vente des produits de l'autre côté de la frontière.

Pour aider à remédier à cette situation et à autonomiser les agriculteurs, l'UNMO a fourni un soutien financier à l'Association des femmes entrepreneurs du Bhoutan afin qu'elle dispense des cours de formation sur des sujets tels que la gestion financière, la transformation des produits alimentaires et l'ajout de valeur. En tout, 168 personnes en ont bénéficié, principalement des agriculteurs, qui appartiennent à 11 groupes laitiers et d'entraide répartis dans tout le pays.

Les sessions de formation portaient sur les analyses coûts-avantages, afin que les agriculteurs aient pleinement conscience des coûts à leur charge et disposent ainsi des connaissances nécessaires pour prendre de meilleures décisions quant au moment et à la manière de vendre leurs produits. Grâce aux cours de formation sur l'ajout de valeur, les agriculteurs ont appris à conserver leurs produits pour la période de soudure, y compris en ayant recours au saumurage et à la déshydratation. Ainsi, ils ne sont plus obligés de vendre en haute saison et peuvent plutôt stabiliser le marché et améliorer leurs revenus. Les produits visés par les cours de formation sont notamment le fromage, le beurre, le curcuma, le piment *Dalle*, les piments rouges séchés du Bhoutan et le sarrasin.

En plus de ses travaux dans les pays, le CIR donne occasionnellement des conférences à des publics internationaux. Par exemple, en 2018, lors de deux conférences destinées aux femmes entrepreneurs à Visakhapatnam (Inde) et à Katmandou (Népal), plus de 600 femmes ont participé aux exposés et débats du CIR sur des questions telles que la technologie, la quatrième révolution industrielle et la facilitation des échanges. Les participantes étaient des représentantes d'organisations nationales de femmes entrepreneurs et de fédérations et chambres de commerce connexes des pays membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka). Les participantes ont également fait connaître leurs expériences concluantes dans les domaines de la facilitation des échanges et de la mise à profit de la technologie, et elles ont formulé des recommandations sur la manière d'améliorer le soutien que leur apportent les gouvernements et les associations de femmes entrepreneurs.

## AIDER LES PMA À BÉNÉFICIER DES AVANTAGES DE LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Nombre de PMA font face à des coûts du commerce élevés et à des obstacles au commerce importants. Le fait que de nombreux PMA sont dépourvus de littoral et doivent faire transiter leurs marchandises par plusieurs pays augmente encore plus le coût de procédures à la frontière déjà contraignantes. C'est pour cette raison que l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'OMC importe tant pour les PMA, qui ont le plus à gagner de son application. L'Accord engage les pays à adopter 38 dispositions visant à simplifier, moderniser et harmoniser leurs processus d'exportation et d'importation. Le CIR aide les pays à mettre en œuvre l'AFE, ce qui se traduira par une réduction des coûts du



commerce et une rationalisation des procédures pour les MPME. En 2018, cinq pays du CIR ont ratifié l'Accord (Bénin, Burkina Faso, Djibouti, Ouganda et République centrafricaine (RCA)), portant à 25 le nombre total de pays du CIR ayant ratifié l'Accord.

L'appui institutionnel du CIR à la facilitation des échanges comprend l'EDIC et d'autres travaux analytiques, ainsi que l'appui aux comités nationaux de facilitation des échanges. La plupart des EDIC comprennent des chapitres visant les besoins en matière de facilitation des échanges. Par exemple, la mise à jour de l'EDIC de la Tanzanie comporte une section sur la gestion des risques et la mise à jour de l'évaluation de la facilitation du commerce, et l'EDIC du Myanmar comporte une section sur la rationalisation et la simplification des procédures relatives aux licences commerciales.

Nombre de sessions de formation financées par le CIR visent également la facilitation des échanges. Par exemple, en 2018, une session de formation sur l'AFE s'est tenue en République démocratique du Congo (RDC) et a réuni 26 personnes (10 femmes et 16 hommes). Elle a mis l'accent sur les aspects clés de l'AFE, tels que la réduction du temps passé aux frontières; les opérations d'importation et d'exportation; et la politique commerciale de la RDC en la matière.

### Coordination au service de la facilitation des échanges en Zambie

En Zambie, le secrétariat du Comité national de facilitation du commerce, qui appuie l'application des mesures de facilitation des échanges, est hébergé par l'UNMO et le Ministère du commerce et de l'industrie. Le CIR a également appuyé la création d'une plate-forme de

donateurs du gouvernement zambien, qui collabore étroitement avec le Comité de la facilitation des échanges national au sujet de la coopération des donateurs en matière de facilitation des échanges. La plate-forme s'est également révélée être un outil efficace pour coordonner, mener à bien et examiner les interventions liées au commerce alignées sur la matrice des actions de l'EDIC.

## TRAVAILLER AVEC LES PAYS FRAGILES ET TOUCHÉS PAR DES CONFLITS

Ces dix dernières années, le CIR a travaillé dans de nombreux pays en situation de conflit ou de fragilité. Il estime que le commerce peut contribuer à accélérer le processus de redressement et la création d'économies résilientes dans les PMA touchés par les conflits, tout en contribuant à la prévention des conflits futurs. Bien que les avantages du commerce pour les pays fragiles soient bien connus, il peut être difficile pour ces pays d'attirer des investissements et de s'intégrer dans l'économie mondiale après de longues périodes d'isolement. D'autres pays fragiles sont excessivement dépendants de certaines ressources naturelles et sont donc à la merci de la moindre réduction des flux commerciaux. Conscient de ces défis, le CIR a mis en place, en 2018, des modalités plus adaptables pour travailler dans les PMA fragiles. Elles prévoient d'encourager les pays à poursuivre des objectifs à court terme réalisables tout en se fixant des objectifs à plus long terme qui devront être atteints dans un contexte futur plus stable. Le CIR est également adaptable en ce qui concerne les produits à livrer et permet des ajustements en baisse en cas de détérioration ou en hausse en cas d'amélioration de la situation.

### Autonomiser les femmes pour contribuer à l'instauration d'une paix durable en RCA

En RCA, le commerce a été identifié comme l'un des moyens d'instaurer la stabilité et une paix durable. De ce fait, le commerce a été intégré dans le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix. Le principal pilier de ce plan met l'accent sur le relèvement économique et invite le gouvernement à assurer les conditions propices au développement du secteur privé et à la création d'emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes. Un comité de coordination présidé par le Ministre du commerce a été mis sur pied aux fins de la mise en œuvre du Plan.

En décembre 2018, une session de formation a eu lieu à Bangui à l'intention de l'Organisation nationale des femmes rurales, également connue sous le nom de "Fleurs de Centrafrique". L'atelier a permis aux 59 participantes de communautés et de confessions



© EIF/Simon Hess



différentes (y compris des chrétiennes et des musulmanes) de se familiariser avec l'entrepreneuriat, la commercialisation et les techniques de transformation des produits locaux, y compris le Moringa, une plante médicinale.

## PROJET DE SOUTIEN À LA DURABILITÉ DU CIR

En 2018, des projets de soutien à la durabilité du CIR ont été mis en œuvre dans 12 pays du CIR. Ces projets biennaux sont conçus pour soutenir la dynamique des résultats, tout en remédiant à toute lacune ou obstacle restant. L'approbation des projets de soutien à la durabilité est subordonnée à l'intégration, par les pays, des arrangements nationaux de mise en œuvre (ANMO) du CIR dans les structures nationales, y compris l'intégration des UNMO dans les ministères responsables du commerce. Ces projets contiennent également des stratégies de sortie claires, qui décrivent en termes pratiques comment les principaux résultats des projets seront pérennisés au-delà du financement du CIR. **En 2018, 29 pays du CIR avaient intégré leurs UNMO dans leur appareil gouvernemental.**

### Jeter les bases d'une croissance durable au profit des populations pauvres au Burkina Faso

En décembre 2018, le Burkina Faso a achevé la bonne mise en œuvre d'un projet de soutien à la durabilité biennal. Le Burkina Faso avait précédemment intégré le commerce dans sa Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (2011-2015) et dans le Plan national de développement économique et social (2016-2020), et le projet de soutien à la durabilité offrait une occasion de faire fond sur ce cadre stratégique.

Plusieurs comités importants ont été créés ces deux dernières années, notamment le Comité de la facilitation des échanges et le Comité national sur la zone continentale de libre-échange, qui s'associeront au Comité national de négociations commerciales (créé en 2016) pour permettre au Burkina Faso de faire face aux difficultés et de tirer profit des possibilités futures du commerce.

L'UNMO a été intégré au Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat et tant les frais d'exploitation que les dépenses de personnel sont à présent pris en charge par le gouvernement. Grâce aux travaux de l'UNMO, le commerce a été intégré dans huit stratégies sectorielles (culture et tourisme, artisanat, transports, industries extractives, énergie, agriculture, ressources animales et environnement). L'UNMO a également appuyé l'actualisation et la diffusion de la législation et de la réglementation relatives au commerce et a régulièrement publié des renseignements sur ses activités et ses résultats sur son site Web et sa page Facebook.

Le CIR s'efforce d'assurer la pérennité des résultats notamment au moyen d'initiatives de renforcement des capacités, tant pour le secteur public que pour le secteur privé. En 2018, 168 fonctionnaires du secteur public ont été formés dans des domaines liés au commerce (122 femmes et 56 hommes) et 323 représentants du secteur privé (121 femmes et 202 hommes) ont suivi des cours de formation afin d'être mieux équipés pour participer au programme national en matière de commerce.

“

Le CIR a apporté une aide inestimable au Ministère dans le renforcement des capacités du personnel et des organisations de la société civile impliquées dans la lutte contre la fraude et la protection des droits des consommateurs. En outre, ce soutien a contribué à former les négociants sur le respect des règles de concurrence. La fin de l'appui institutionnel laissera un vide difficile à combler, car le CIR est le principal partenaire en matière de renforcement des capacités.”

*Marcel Ouedraogo, Directeur des ressources humaines du Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, Burkina Faso*



# Soutien aux acteurs économiques et au secteur privé pour accroître les exportations et améliorer l'accès aux marchés internationaux

L'un des principaux objectifs du CIR est de permettre aux PMA d'accéder à de nouveaux marchés et d'accroître leurs exportations. Le CIR cherche à aider les MPME à développer leurs activités et à donner aux femmes et aux jeunes les moyens de participer plus pleinement à l'économie. Sur la base de ses travaux d'analyse, le CIR finance des projets à petite échelle en vue de renforcer les capacités du côté de l'offre et aide les pays à mobiliser des ressources supplémentaires pour leurs programmes en matière de commerce. Les principes d'égalité des sexes et de durabilité environnementale sont au cœur de tous les efforts

déployés par le CIR pour accroître les exportations et améliorer l'accès à de nouveaux marchés.

Le CIR aide les PMA à diversifier leur économie, à accroître la valeur-ajoutée de leurs produits et à participer davantage aux chaînes de valeur stratégiques régionales et internationales. En outre, il aide ces pays à être mieux connectés aux marchés mondiaux en investissant dans des stratégies et des infrastructures dans le domaine du commerce électronique.

# Favoriser la croissance des MPME en augmentant la production et les exportations

Le CIR s'efforce de créer les conditions nécessaires pour permettre aux MPME de prospérer et de mieux s'insérer dans les échanges internationaux. Dans la plupart des PMA, les MPME sont les principaux employeurs, en particulier s'agissant des femmes et des jeunes, ce qui signifie que l'amélioration de l'environnement commercial des MPME permet de créer un nombre important d'emplois et d'augmenter significativement les revenus. Les MPME continuent de se heurter à des obstacles dans le développement de leurs activités, notamment les réglementations pesantes et l'accès limité au financement. Les technologies obsolètes, le manque de connectivité et les compétences limitées des employés de ces entreprises peuvent également entraver leur croissance.

Le CIR collabore avec les MPME pour les aider à accroître leur productivité et leur capacité d'exportation, en combinant formation, mise à niveau technologique et accès au crédit. Il aide ces entreprises à acquérir les compétences nécessaires pour tirer parti des avantages des chaînes de valeur. Compte tenu de l'importance croissante du commerce électronique, le CIR aide également les pays à déterminer comment ils peuvent mieux intégrer les MPME dans l'économie en ligne. **En 2018, 716 MPME ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de projets du CIR.**

## Améliorer l'emballage du riz au Malawi

Avec le soutien du CIR, le Centre de l'investissement et du commerce du Malawi (MITC) aide les exportateurs du Malawi à accéder aux marchés internationaux en participant à des foires commerciales régionales et internationales, à des réunions interentreprises et à des programmes de renforcement des capacités sur mesure pour former les exportateurs potentiels comme la Bwanje Valley Rice Cooperative aux meilleures pratiques en matière de commercialisation des produits exportés.

La Bwanje Valley Rice Cooperative est une petite coopérative de transformation du riz comptant 2 067 membres (52% de femmes). Elle produit du riz Kilombero pour approvisionner les magasins locaux, notamment le magasin Spar, le supermarché Sana et M&A General Investments. La coopérative a bénéficié de la formation sur l'emballage et l'étiquetage des produits dispensée par le MITC.

Avant la formation, elle emballait son riz dans des sachets neutres sans aucun étiquetage. Par conséquent, la marque Bwanje n'avait aucune notoriété et les produits de la coopérative n'étaient pas reconnaissables dans les rayons des magasins. Grâce à cette formation, la coopérative a amélioré l'emballage de ses produits, qui a été approuvé par le Bureau de normalisation du Malawi et a suscité des réactions positives à la foire commerciale internationale du Malawi de 2018 tenue à Blantyre. La Bwanje Valley Rice Cooperative travaille actuellement avec le MITC en vue d'identifier des marchés d'exportation pour son riz.





## Modernisation du matériel et formation pour renforcer les capacités des MPME béninoises

Au Bénin, le CIR met en œuvre un projet depuis 2015 dans le but d'aider les MPME de divers secteurs à améliorer leurs produits et à accroître leurs exportations.

Avec l'appui du CIR, la Société de développement agricole du Bénin, qui produit des produits dérivés de l'ananas, a modernisé son matériel de cuisson, de stérilisation et d'entreposage. L'entreprise a également reçu une formation sur les moyens d'améliorer sa production et sur les bonnes pratiques en matière de gestion, d'hygiène et d'assainissement. Grâce à cela, elle a augmenté sa production de 25%, la faisant passer de 1 200 boîtes de produits à base d'ananas par mois à 1 500. L'entreprise a également signé de nouveaux contrats d'exportation vers le Burkina Faso et elle est parvenue à exporter ses produits vers les marchés régionaux. Aujourd'hui, 80% de ses produits sont exportés vers le Burkina Faso, le Mali et le Niger. L'entreprise de prêt-à-porter Lolo Andoche, basée à Cotonou, a également renforcé son efficacité grâce à la formation du CIR. Auparavant, il lui fallait en moyenne 105 minutes pour fabriquer un produit. Après avoir participé à des formations sur une grande variété de sujets, notamment la planification de la production, la prévision, les risques liés à la production, l'équilibrage des comptes, la communication sur le lieu de travail et les relations avec la clientèle, l'entreprise met désormais environ 28 minutes pour fabriquer un produit, soit presque 4 fois moins de temps qu'avant.



## PÉNÉTRER DE NOUVEAUX MARCHÉS ET ACCROÎTRE LES EXPORTATIONS

L'un des principaux objectifs du partenariat du CIR est de permettre aux PMA de parvenir à une croissance axée sur les exportations qui soit inclusive. En collaboration avec les gouvernements des PMA, le CIR recense les secteurs ayant un potentiel d'exportation et aide les pays à devenir plus compétitifs sur les marchés régionaux et mondiaux. Pour que les exportations des PMA restent compétitives, les politiques gouvernementales doivent être revues périodiquement et adaptées à la dynamique en constante évolution du commerce mondial. Le CIR fournit ce type d'appui institutionnel ainsi qu'un appui au développement des compétences et à la mise à niveau technologique. En outre, il soutient les efforts visant à pénétrer de nouveaux marchés en finançant des études de marché et la participation des MPME à des foires commerciales.

**En 2018, les pays du CIR ont pénétré 42 nouveaux marchés.**

### Accroître les exportations de peaux et cuirs nigériens grâce à une production plus respectueuse de l'environnement

Au Niger, le CIR soutient le secteur des peaux et des cuirs depuis 2014 et cherche à moderniser la production et à accroître les exportations. Le projet permet d'améliorer la compétitivité du secteur, qui a été identifié comme une priorité dans l'EDIC, en renforçant les capacités des acteurs intervenant dans la chaîne de valeur dans les huit régions du Niger.

L'un des objectifs du projet est de moderniser la production en remplaçant les méthodes traditionnelles par des méthodes semi-industrielles utilisant des

technologies améliorées pour la collecte, le traitement et la conservation des peaux et des cuirs. Dans le cadre du projet, les capacités des tanneries modernes ont également été renforcées et le centre du commerce du cuir de Niamey a été modernisé. Le passage du tannage traditionnel au tannage moderne a également permis de réduire l'empreinte carbone.

Grâce aux interventions du CIR, les recettes d'exportation en 2018 se sont élevées à 800 millions de FCFA (1 363 920 USD), ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 313 331 250 FCFA (534 198 USD) de 2010. Les principaux marchés d'exportation sont la Chine, la France, l'Inde et l'Espagne. Le projet a également aidé les responsables de la nouvelle tannerie de Maradi à participer à la Foire internationale du cuir organisée à Chennai, en Inde, en novembre 2018. Grâce à cela, la tannerie a signé un contrat avec une société indienne pour 20 715 peaux de moutons tannées.

### LES EXPORTATEURS SÉNÉGALAIS DE MANGUES PÉNÈTRENT LES MARCHÉS RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX

Au Sénégal, la production de mangues a atteint 150 000 tonnes en 2018. En partie grâce au soutien du CIR, 21 430 tonnes ont été exportées en 2018 (contre 11 515 en 2013), pour une valeur de 32 491 900 USD. Le Gabon, le Ghana, le Maroc, la Mauritanie et l'Union européenne (UE) comptent parmi les nouveaux marchés.



### DONNER AUX FEMMES LES MOYENS DE PROFITER DES POSSIBILITÉS OFFERTES PAR LE COMMERCE

L'autonomisation économique des femmes est essentielle à la réalisation des ODD. L'égalité des sexes est non seulement l'objectif explicite de l'ODD 5, mais elle joue aussi un rôle crucial pour la réalisation de tous les ODD.

L'autonomisation économique des femmes a été au cœur des travaux du CIR au cours des dix dernières années et elle demeure une priorité centrale de son Plan stratégique pour 2019-2022. Le CIR aide à renforcer la capacité des ministères et organismes chargés du commerce d'intégrer des mesures en faveur de la parité hommes-femmes dans la conception et la mise en œuvre des programmes, législations et politiques relatifs au commerce afin d'obtenir des résultats plus justes et plus avantageux pour tous. Il aide également les femmes qui produisent, font du commerce transfrontières et exportent, afin de renforcer leurs capacités productives et leur aptitude à exploiter les marchés régionaux et internationaux. En outre, les projets et programmes soutenus par le CIR suivent les données ventilées par sexe et incluent des objectifs propres à chaque sexe. **En 2018, environ 33% des bénéficiaires des projets dans les secteurs de production étaient des femmes.**

L'égalité des sexes est également un élément central des travaux d'analyse du CIR, y compris des EDIC. Par exemple, la mise à jour de l'EDIC de la Tanzanie datée de 2017 comporte un chapitre consacré à l'égalité des sexes. Du fait que les EDIC mettent en relief les difficultés rencontrées par les femmes entrepreneurs, la possibilité de mobiliser des ressources additionnelles pour remédier à ces difficultés devient plus réaliste.

Comme pour tous ses travaux, le CIR s'appuie sur l'ensemble de ses partenaires pour mener son action en faveur de l'autonomisation des femmes. En particulier, il a noué un partenariat avec l'ITC pour analyser la question de l'égalité des sexes dans ses activités et élaborer de bonnes pratiques en matière d'intégration des femmes.

En outre, alors qu'il accorde une attention croissante au commerce électronique, le CIR s'emploie à donner aux femmes les moyens de tirer parti des avantages potentiels de ce commerce. Il encourage dans ce but la présence des femmes entrepreneurs sur Internet pour toucher de nouveaux clients, développer leurs activités et conquérir de nouveaux marchés.

## Les femmes entrepreneurs apportent une valeur ajoutée aux cultures traditionnelles aux Comores

La vanille, l'ylang-ylang et le clou de girofle sont traditionnellement trois des cultures d'exportation les plus importantes pour les Comores. Bien que la production nationale de ces cultures soit déjà importante, elle est en deçà de leur potentiel, tant en quantité qu'en qualité. La mise à jour de l'EDIC des Comores datée de 2015 a défini une feuille de route pour accroître la compétitivité et la valeur ajoutée de la vanille, de l'ylang-ylang et du clou de girofle, y compris par un projet soutenu par le CIR.

L'une des bénéficiaires du projet a été Ibrahimia Sittina Farate et sa société Biozen, qui crée des biocosmétiques parfumés à l'ylang-ylang ou auxquels elle ajoute une pointe de girofle ou une touche de vanille. Sa famille possédait déjà des plantations d'ylang-ylang et son père récoltait les fleurs et les vendait non transformées aux distillateurs. En 2015, Sittina a lancé son activité, motivée à transformer elle-même les fleurs en huiles essentielles en s'appuyant sur la formation en agronomie qu'elle a reçue à l'Université de Madagascar.

L'une des clés du succès de Sittina est l'hydrolat, un distillat à base de plantes qui s'obtient par distillation. Beaucoup de distillateurs gaspillent l'hydrolat en le laissant retourner dans le sol. Sittina, en revanche, l'utilise dans sa lotion à la vanille et dans son vaporisateur d'eau d'ylang-ylang. Avec l'appui du CIR, du PNUD et de l'ITC, qui ont notamment fourni du matériel de distillation et des matériaux d'emballage de marque, Sittina a développé son activité. Elle vend actuellement ses huiles essentielles à des courtiers, qui les vendent à leur tour à une parfumerie française, mais



© EIF/Deanna Ramsay

à l'avenir, elle espère vendre ses produits directement à l'étranger et conserver ainsi une plus grande part du bénéfice. L'accès à ces marchés dépend de facteurs tels que les certifications, la politique d'exportation et l'accès au crédit. Le projet soutenu par le CIR a jeté les bases qui permettront à Sittina d'accéder aux marchés internationaux.

## L'intégration de l'égalité des sexes en Ouganda

Dans le cadre des projets de soutien à la durabilité et en partenariat avec la CNUCED, le Ministère du commerce, de l'industrie et des coopératives a organisé en 2018 un atelier sur l'égalité des sexes et le commerce pour former les membres du Comité institutionnel du commerce. L'atelier avait pour objectif de faire en sorte que la politique commerciale soit davantage axée sur la question de l'égalité des sexes et il a permis aux 53 femmes et 10 hommes participant de mieux comprendre les aspects du développement du commerce liés à cette question. À l'issue de la formation, le Ministère a nommé des coordonnateurs pour l'égalité des sexes dans chaque département.



© EIF/Olivier Girard

## PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Dans le cadre de son appui institutionnel, le CIR soutient les mécanismes de coordination public-privé, qui impliquent un dialogue fréquent sur les questions liées au commerce et une grande participation du secteur privé à la prise de décision ainsi qu'à la formulation et à la mise en œuvre des politiques commerciales. L'un des objectifs de l'amélioration de la coordination entre les secteurs public et privé est de promouvoir des partenariats fructueux entre le gouvernement et le secteur privé sur des projets stratégiques qui, dans certains cas, reçoivent un financement du CIR. **Depuis 2018, les gouvernements et le secteur privé de 41 pays du CIR se consultent mutuellement de manière régulière sur les questions relatives au commerce.**

### Offrir une formation aux arts culinaires à des jeunes cambodgiens dans le cadre d'un partenariat public-privé

Le tourisme est l'un des principaux secteurs de l'économie cambodgienne et il a été identifié comme un secteur prioritaire dans la stratégie d'intégration commerciale du Cambodge. Le projet a été conçu pour faire face à une pénurie de main-d'œuvre et vise à augmenter le nombre d'employés de cuisine cambodgiens qualifiés par le financement de l'Académie des arts culinaires du Cambodge (ACAC), un partenariat public-privé qui offre aux jeunes une formation culinaire reconnue sur le plan international. L'Académie, agréée par la Swiss Hotel Management Academy de Lucerne, propose actuellement une formation aux arts culinaires de deux ans.



L'une des réussites du projet est la forte participation des femmes, qui sont plus nombreuses que les hommes à recevoir une formation. Les premiers étudiants ont été admis en mars 2017 et, pour la période allant jusqu'à 2018, le nombre total d'étudiants inscrits était de 187 (96 femmes et 91 hommes). Les étudiants doivent payer des frais d'inscription et un système de bourses a été mis en place pour permettre aux jeunes économiquement défavorisés et marginalisés de fréquenter l'école. À ce jour, environ 10% des étudiants ont reçu des bourses d'études, l'objectif étant de porter ce pourcentage à 20% d'ici à 2019-2020.

Bien que le CIR ait cessé de fournir un appui au projet en 2018, ce financement initial a permis à l'ACAC d'assurer partiellement sa viabilité grâce au soutien continu des donateurs de l'ASDI, et un modèle est actuellement en cours d'élaboration pour permettre à l'Académie d'être entièrement viable et indépendante du soutien des donateurs.

## CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES ET SECTEUR AGRO-INDUSTRIEL

L'agriculture est le secteur dominant dans de nombreux PMA et, par conséquent, le CIR apporte un soutien important dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Ce secteur est celui qui crée le plus d'emplois dans les PMA, en particulier pour les femmes et les jeunes; à ce titre, il joue un rôle important dans la réalisation des ODD. Le CIR aide les PMA à accroître leur productivité agricole et à participer aux chaînes de valeur agricoles stratégiques, tout en renforçant les liens intersectoriels. Environ deux tiers des projets du CIR en matière de renforcement des capacités de production concernent l'agriculture ou l'agroalimentaire.

Le CIR soutient le secteur agricole en partie dans le cadre de ses travaux d'analyse, tant dans le cadre des EDIC que des stratégies sectorielles. Les projets agricoles soutenus par le CIR visent à assurer la sauvegarde de l'environnement, notamment en luttant contre la dégradation des sols et la déforestation. Bien que le secteur de l'agriculture soit déjà très important pour les PMA, il existe de nombreuses possibilités de le transformer et de le moderniser à l'aide de nouvelles technologies et d'en améliorer la qualité. Les MPME travaillant dans le secteur agricole participent également à de nombreuses sessions de formation soutenues par le CIR, notamment sur les bonnes pratiques agricoles.

Le CIR veille également à ce que les politiques agricoles et commerciales soient synchronisées afin de garantir que les priorités nationales forment un ensemble

cohérent, notamment dans le cadre d'un partenariat avec la FAO. La FAO et le CIR travaillent en collaboration pour établir des liens et les renforcer et pour mener les travaux de recherche nécessaires à l'élaboration des politiques dans plusieurs pays africains.

### Récolte durable de plantes médicinales et aromatiques au Népal

Ce projet du CIR finance la plantation de certaines plantes médicinales et aromatiques faisant appel aux connaissances autochtones et encourage leur culture commerciale durable. Au total, 4 743 producteurs (36% de femmes) participent au projet, ce qui représente une augmentation importante par rapport aux 1 004 producteurs participants au début du projet. 55% des producteurs sont issus de communautés marginalisées; l'un des objectifs du projet était d'atteindre ce pourcentage élevé.

Dans le cadre du projet, les revenus des agriculteurs ont augmenté de façon régulière au cours des dernières années et, à partir de 2018, leur revenu annuel moyen a atteint 15 244 Nr (environ 137 USD), ce qui représente une augmentation de 82% par rapport à 2014. Six unités de distillation ont été créées en 2018, ce qui a permis de réduire le temps d'attente pour la transformation des plantes médicinales et d'augmenter ainsi la superficie cultivée. Dans le cadre du projet, dix unités de distillation existantes ont été réparées et équipées de nouveaux accessoires, ce qui a permis d'augmenter leur efficacité.

L'un des objectifs du projet est de former des experts locaux qui pourraient transmettre leurs connaissances et leurs compétences au-delà de la durée du projet. Quarante-deux experts locaux ont été formés aux bonnes pratiques agricoles et de récolte, puis ont été mobilisés pour former à leur tour 2 338 agriculteurs (46% de femmes) à l'occasion de 153 activités sur le terrain.

Grâce à l'aide fournie dans le cadre du projet, 84,87 hectares de terres ont été certifiés biologiques et 10 tonnes métriques de timur biologique (*Zanthoxylum armatum*) ont été exportées en Allemagne.



### Renforcement des capacités dans le secteur de l'huile de palme en République démocratique du Congo (RDC)

En RDC, le CIR a soutenu le renforcement des capacités de production de la chaîne de valeur de l'huile de palme afin d'accroître les recettes d'exportation et de réduire la pauvreté. Il a appuyé la création de 100 pépinières avec 435 950 semences de la variété de palmier améliorée Tenera sur une superficie totale de 3 062 hectares. Le projet a également permis de résoudre le problème du faible taux d'extraction de l'huile de palme en installant 26 mini-huileries pour augmenter la qualité et la quantité de l'huile de palme extraite.

Pour permettre aux producteurs d'huile de palme de bénéficier d'économies d'échelle, le projet a également appuyé la création d'organisations de producteurs, y compris 89 associations de bénéficiaires et 14 unions de producteurs. Une formation a été dispensée à 3 147 producteurs (dont 273 femmes) sur l'entretien des pépinières et la commercialisation des produits de l'huile de palme. Grâce à cette formation et aux semences de palmiers de la variété Tenera, les bénéficiaires devraient devenir d'importants producteurs d'huile de palme d'ici trois à quatre ans, une fois que les arbres seront arrivés à maturité. De plus, les palmiers devraient produire pendant plus de 20 ans, créant ainsi des emplois à long terme pour la communauté.

### PROMOUVOIR UN TOURISME DURABLE DANS LES PMA

Le tourisme est un secteur essentiel de croissance pour les PMA et le CIR s'efforce de faire mieux connaître le potentiel de ce secteur pour le développement, tout en finançant certains projets touristiques. Le tourisme

est considéré comme un secteur clé au service du développement du commerce dans presque toutes les EDIC. De plus, le processus des EDIC permet à différents ministères de coordonner l'élaboration de stratégies de développement touristique plus cohérentes. Les flux de l'Aide pour le commerce consacrée au tourisme sont encore très faibles et le processus des EDIC permet aux pays de rappeler l'importance du tourisme aux donateurs. Le tourisme est également un secteur clé pour les PMA du fait qu'il génère un nombre important d'emplois pour les femmes et les jeunes et en raison de ses liens avec d'autres secteurs, notamment l'agriculture et les transports. Le CIR aide également les pays à faire en sorte que tous les projets touristiques tiennent compte des coûts environnementaux et sociaux négatifs potentiels associés au tourisme de masse.

### Création d'un centre pour les artisans aux Îles Salomon

Jusqu'à récemment, à Honiara, la capitale des Îles Salomon, les sculpteurs, tisserands, peintres et autres artistes locaux ne disposaient pas d'un espace permanent pour vendre leurs produits aux touristes et ils étaient contraints de travailler dans des tentes de fortune. Les artisans, pour la plupart des femmes, qui s'efforçaient de gagner leur vie en vendant leurs produits, devaient composer avec de fortes pluies et des températures élevées. C'est pour remédier à cette situation qu'est née l'idée du Centre d'artisanat d'Honiara, un espace permanent spécialement dédié aux artisans.

Le projet a été lancé en 2016 dans le cadre d'un partenariat entre le Ministère de la culture et du tourisme, le Ministère des affaires étrangères et le CIR. Le CIR a fourni 150 000 USD pour financer la conception et la planification du Centre d'artisanat. Le financement

du CIR a également été utilisé dans le cadre d'une consultation entre les donateurs et les ministères concernés organisée en mai 2017 à Honiara, grâce à laquelle le gouvernement du Taipei chinois s'est associé au projet en vue de son achèvement (coût total de 1,5 million d'USD).

Le Centre d'artisanat a ouvert ses portes début novembre 2018 et le succès a immédiatement été au rendez-vous. En plus d'offrir un espace aux artisans et de constituer une plate-forme de vente pour les touristes, le Centre d'artisanat a également contribué à redorer le blason de la ville d'Honiara.

### Formation de tisserands au Vanuatu pour diversifier la production

La Chambre de commerce et d'industrie du Vanuatu a indiqué que l'incapacité des petits artisans à innover était l'un des principaux problèmes à résoudre dans le cadre des activités de soutien du CIR. Par exemple, les tisserands du Vanuatu qui fabriquent des paniers ou des nattes reproduisent généralement les mêmes gammes de motifs sans aucune variante. Pour aider ces artisans à comprendre à quel point il est important qu'ils diversifient leurs produits et leurs styles afin d'attirer davantage les touristes, un programme pilote de formation sur l'innovation concernant les produits a été lancé en 2018 à Santo pour 19 participants. Dans ce contexte, une deuxième session de formation portant cette fois sur l'innovation concernant la qualité a été organisée à l'intention des mêmes participants afin de leur faire prendre conscience de l'importance de la conformité de leurs produits aux normes de qualité du marché. Ce projet pilote de formation a suscité des réactions positives de la part des participants et, par conséquent, des projets similaires se tiendront à Shefa et à Tafea en 2019.



## FAIRE DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE UNE RÉALITÉ DANS LES PMA

Ces dernières années, le commerce électronique est devenu l'une des principales priorités des PMA. Les pays du CIR reconnaissent qu'ils doivent améliorer leurs politiques et leurs infrastructures afin d'exploiter le pouvoir de l'économie numérique en vue d'assurer une croissance durable et de réduire la pauvreté. Le commerce électronique existe déjà dans les PMA, mais sa portée est limitée et sa croissance est entravée par des goulets d'étranglement d'ordre technologique et politique. L'un des moyens dont disposent les PMA pour surmonter ces difficultés est l'évaluation rapide de l'état de préparation au commerce électronique. Ces évaluations, qui sont réalisées par la CNUCED, sont effectuées sur demande des gouvernements des PMA et durent entre quatre et six mois environ. Elles suivent le même format que les EDIC et décrivent l'évolution du commerce électronique jusqu'à présent et les obstacles à sa croissance future.

Jusqu'à 2018, le CIR avait financé au total neuf évaluations rapides de l'état de préparation au commerce électronique réalisées par la CNUCED, dont cinq étaient achevées (Îles Salomon, Libéria, Népal, Samoa et Vanuatu) et quatre étaient en cours (Kiribati, Lesotho, Malawi et Tuvalu). Dans l'ensemble, ces études montrent que les PMA ne disposent pas encore de l'infrastructure et des politiques nécessaires pour participer pleinement au commerce électronique. De plus, elles fournissent des lignes directrices sur la manière dont les PMA peuvent surmonter ces difficultés et peuvent en outre être utilisées pour mobiliser les donateurs en vue d'obtenir des financements pour le secteur du commerce électronique qui, jusqu'à présent, n'a pas reçu un soutien suffisant de la part de la communauté des donateurs. Le commerce électronique est également considéré comme un excellent moyen de mieux intégrer les jeunes dans l'économie, car ceux-ci sont déjà à l'avant-garde en ce qui concerne le commerce électronique et l'adoption des nouvelles technologies.

Les évaluations rapides de l'état de préparation au commerce électronique contiennent des recommandations dans les sept domaines clés énumérés ci-après et fournissent des matrices d'action pour lancer des actions de suivi:

1. Préparation au commerce électronique et élaboration d'une stratégie.
2. Infrastructure et services liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC).
3. Logistique commerciale et facilitation des échanges.
4. Solutions de paiements, y compris les paiements par téléphone mobile.
5. Cadres juridique et réglementaire.
6. Développement des compétences liées au commerce électronique.
7. Accès au financement.

De nombreuses infographies sur les évaluations rapides de l'état de préparation au commerce électronique résument succinctement les conclusions des études. Cela rend les conclusions beaucoup plus accessibles et convaincantes et montre que le CIR a accordé une place prioritaire à la communication dès les premières étapes de l'élaboration des projets.

## Augmenter les revenus des producteurs de pommes de terre au Bhoutan grâce aux enchères en ligne

Les producteurs de pommes de terre bhoutanais doivent parcourir de longues distances pour vendre leurs pommes de terre sur l'un des trois marchés aux enchères permanents situés à la frontière entre le Bhoutan et l'Inde. Les agriculteurs doivent souvent faire la queue pendant des heures pour négocier un prix avec un courtier, puis attendre plusieurs jours avant que le paiement ne soit exécuté.

En 2017, dans le cadre du projet d'infrastructure électronique pour le développement du commerce et des services soutenu par le CIR, la bourse des marchandises du Bhoutan a lancé sa première vente aux enchères en ligne. Pour la première fois, agriculteurs et commerçants ont pu voir sur grand écran toutes les pommes de terre disponibles ce jour-là, ainsi que les prix d'achat et de vente. En 2018, 266 agriculteurs (dont 40 femmes) ont utilisé le système de vente aux enchères en ligne, soit une augmentation de 63% par rapport à 2017. Cela montre que la plate-forme est de plus en plus populaire chez les agriculteurs. En 2018, 13 des 53 acheteurs de pommes de terre inscrits sur la plate-forme ont participé à l'enchère en ligne, soit près de deux fois plus qu'en 2017.

Les agriculteurs gagnent entre 10 000 et 30 000 ngultrums bhoutanais (140 à 420 USD) de plus par chargement en utilisant la plate-forme en ligne plutôt que la méthode conventionnelle de mise aux enchères, ce qui bénéficie également à leurs familles et à leurs communautés. Le financement du CIR est aussi utilisé pour réaliser une étude de faisabilité et des visites d'étude sur la manière dont la cardamome peut être intégrée dans la plate-forme d'enchères en ligne.

## MOBILISER LES RESSOURCES POUR UN IMPACT DURABLE

La mobilisation des ressources, tant financières que techniques, est un objectif que le CIR a atteint avec plus ou moins de succès au cours des dix dernières années. En vue d'obtenir des résultats plus concrets et plus durables, le CIR s'emploie à aider les PMA à mobiliser plus efficacement des ressources additionnelles auprès des gouvernements, des donateurs bilatéraux et du secteur privé tant au niveau national qu'au niveau mondial. La mobilisation des ressources a désormais lieu en amont de la conception et de la mise en œuvre de tous les projets du CIR. **En 2018, 1,16 milliard d'USD ont été mobilisés auprès de donateurs bilatéraux et d'autres partenaires de développement multilatéraux pour 235 projets dans 43 pays sur la base des matrices d'action des EDIC.**



### Promouvoir les exportations et l'investissement au Malawi

Le Malawi Investment Forum est une plate-forme de promotion des exportations et de l'investissement. L'édition 2018 du Forum, qui a bénéficié de l'appui du CIR, s'est tenue les 11 et 12 juin et a réuni 993 participants. Elle a permis de conclure des accords en matière d'investissement pour une valeur totale de plus de 350 millions d'USD.



## Cofinancement d'une production durable de karité au Mali

Un programme triennal de durabilité visant à renforcer les capacités des parties prenantes dans le secteur du karité est mis en œuvre depuis 2017. Ce programme est cofinancé dans le cadre d'un partenariat public-privé entre l'UNMO et le Ministère chargé du commerce; l'Organisation internationale du cacao et l'Agence des États-Unis pour le développement international, qui représentent l'Alliance mondiale du karité; et la société agricole SOATAF. La contribution du CIR s'élève à 240 000 USD sur trois ans.

Ce projet a permis la création de trois entrepôts pour les amandes de karité. De plus, en 2018, 9 000 femmes ont reçu une formation sur le développement coopératif, la gestion des entrepôts et la sécurité. La formation a eu un impact positif sur les femmes cueilleuses, qui sont désormais mieux à même de gérer les coopératives et d'améliorer la qualité des graines de karité.

## Mobilisation de ressources pour l'UNMO au Burundi

L'un des objectifs du projet de soutien à la durabilité au Burundi est d'intégrer pleinement l'UNMO dans le système gouvernemental. Cela n'a pas encore été possible en raison des contraintes budgétaires du gouvernement, mais l'UNMO a pu trouver une solution innovante pour mobiliser des ressources en vue de son fonctionnement.

En 2017, l'UNMO a entamé des négociations avec le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA) en vue de la mise en œuvre d'un projet visant à fournir un appui au Bureau burundais de normalisation par l'achat de matériel de laboratoire, de véhicules et d'ordinateurs, ainsi que par la formation axée sur le renforcement des compétences techniques. À l'issue d'un audit des procédures de l'UNMO, le COMESA a décidé de financer le projet, y compris les frais de gestion de 10% qui représentent 43 380 EUR, pour que l'UNMO puisse le mettre en œuvre. Les frais de gestion couvriront les coûts salariaux de l'UNMO pour la deuxième année du projet de soutien à la durabilité.





# Responsabilité et partage des résultats

# Communication au service de l'impact en 2018

Les communications du CIR en 2018 ont conjugué le point de vue des PMA, l'expérience des partenaires et l'expertise commerciale pour atteindre les publics cibles, dialoguer avec eux et toucher un nouveau public.

Ces communications, qui ont pour but de donner plus de visibilité aux PMA dans les discussions commerciales et de souligner la capacité du commerce de réduire la pauvreté dans les pays les plus pauvres de la planète, se sont concentrées sur un noyau stratégique de plates-formes pour informer et sensibiliser. Parmi celles-ci, figure la plate-forme *Nouvelles de l'Aide pour le commerce*, qui a été lancée en 2018 et qui constitue l'un des principaux canaux de diffusion d'informations concernant le commerce, les PMA et les résultats du CIR.

Ces plates-formes ainsi que les récits et les connaissances qu'elles proposent – conjointement à des contacts directs et à l'organisation d'un événement

global de grande envergure – ont continué d'illustrer les travaux du CIR et leur incidence dans toute leur diversité, tout en permettant aux PMA de mieux faire entendre leurs voix.

## Nouvelles de l'Aide pour le commerce

Lancée officiellement lors de la réunion du Comité du commerce et du développement de l'OMC sur l'Aide pour le commerce du 19 février 2018, la plate-forme a publié 50 articles originaux en 2018, y compris des récits d'expérience du Népal, du Rwanda et de la Zambie, et des questions-réponses avec Wanjira Mathai, Abze Djigma et Daniel Gay.

Le site propose des articles rédigés par le CIR, des partenaires et des spécialistes du commerce (ainsi que des republications pertinentes) sur des thèmes faisant partie intégrante des objectifs commerciaux des PMA et occupant une place centrale dans les travaux du CIR, y compris l'agro-industrie, la facilitation des échanges et le commerce électronique. Cette plate-forme comble une grande lacune en mettant les PMA au premier plan des discussions commerciales.

### Faits saillants en 2018:

- **24 672 nouveaux utilisateurs** sur le site Web du CIR, comprenant les Nouvelles de l'Aide pour le commerce, soit une **progression de 59%** par rapport à 2017.
- **66 articles publiés** dans les Nouvelles de l'Aide pour le commerce.
- **Appel à l'action sans précédent en faveur d'un commerce inclusif pour les PMA**, signé par le Vice-Président de la Gambie et des Ministres de la République centrafricaine, du Malawi et de l'Ouganda.
- Publication de **9** bulletins d'information du CIR et de **4** communiqués de presse, et **augmentation de 9%** du nombre d'abonnés.
- Le nombre d'abonnés à la page Facebook du CIR, provenant pour la plupart de PMA, a **augmenté de près de 300%**.

### Parmi les principaux articles de nos auteurs partenaires figurent:

- "Small country, big future: A trade policy review of The Gambia, at-a-glance" (Petit pays, grand avenir: aperçu de l'examen de la politique commerciale de la Gambie), de Sainabou Taal, fonctionnaire de l'OMC.
- "Internet rules for all: Can 'trade policy 3.0' foster inclusive trade?" (La régulation de l'Internet pour tous: La "politique commerciale 3.0" peut-elle favoriser le commerce inclusif?), de Craig Atkinson, consultant de l'ITC.

“

Nous avons un vaste programme de partenariat et nous ne voulons pas nous en contenter mais nous engager selon des modes nouveaux et différents. Cela inclut le lancement du site Nouvelles de l'Aide pour le commerce, qui sert de centre d'informations sur les PMA, l'Aide pour le commerce et le commerce au service du développement dans le monde, en partenariat avec plusieurs organisations au sein de la structure organique du CIR et en dehors.”

*Ratnakar Adhikari, Directeur exécutif, SE*



### Site Web

Le site Web du CIR a été remanié en 2018 et propose désormais des messages simplifiés, des pages repensées pour faciliter l'accès aux nouvelles par pays, des versions en anglais, en français et en portugais, et un contenu attractif et visuel.

### On notera les points marquants suivants:

- **97 704 consultations de page**, soit une **progression de 14%** par rapport à 2017.
- Durée moyenne de consultation des pages **en hausse de 13%** par rapport à 2017.

### Forum mondial sur le commerce inclusif pour les PMA

Des ministres, des dirigeants d'entreprises, des agronomes et des spécialistes du commerce se sont réunis à l'occasion du Forum mondial sur le commerce inclusif pour les PMA les 13 et 14 juin 2018. Pendant deux jours, les participants ont encouragé les solutions pratiques, permis des discussions théoriques axées sur les résultats, présenté des réussites sur le terrain et soutenu un appel sans précédent à accélérer les mesures en faveur d'un commerce inclusif pour les PMA.

### Le Forum mondial en quelques chiffres clés:

- **Plus de 300** participants venant de **plus de 50** pays ont assisté au Forum mondial du CIR sur le commerce inclusif pour les PMA.
- Le hashtag de l'événement s'est **classé n° 1 à Genève et en Suisse**.
- **11** séances plénières et tables rondes.
- Environ **45% d'intervenants issus de PMA**.
- Publication de plus de **1 000 tweets** depuis le Forum qui ont généré plus de **8,5 millions d'impressions**.
- **24 articles de presse** dans des parutions telles que Devex, avec plus de 2,9 millions de lecteurs.

## Contenu multimédia axé sur l'impact

L'accent a été mis en 2018 sur la production de reportages dans différents formats pour s'adapter aux préférences du public et mieux faire connaître le CIR grâce à des images et des témoignages forts.

S'agissant plus particulièrement de l'agriculture et du commerce en Afrique, une série de vidéos, d'images, de récits d'expérience, de reportages photos et de campagnes se sont efforcés d'attirer l'attention sur ce domaine vital en matière de recherche, d'action et de résultats pour les PMA.

Le recueil sur les Comores, le Malawi et la Gambie:

- indiquait comment le commerce pouvait avoir une incidence directe sur les agriculteurs;
- montrait comment des femmes ayant des idées développaient de nouveaux secteurs;
- réfléchissait à la manière dont les partenariats stratégiques accélèrent les résultats;
- expliquait comment l'agriculture favorisait le développement des PMA.

### Coup de projecteur sur l'agriculture et le commerce en 2018:

- **16** articles, reportages photos, questions-réponses et portraits et 1 revue papier.
- Vidéos visionnées **plus de 39 000 fois**.
- Articles sur les *Nouvelles de l'Aide pour le commerce* consultés **plus de 3 500 fois**.

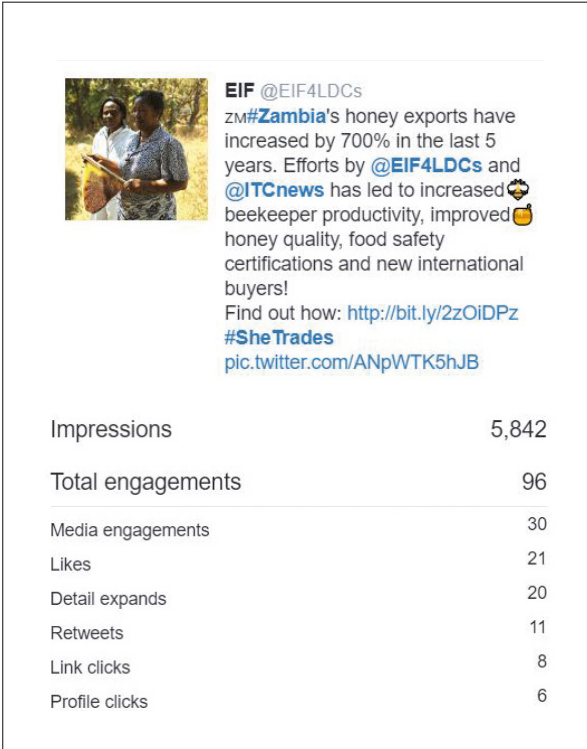
## Identité visuelle

Une nouvelle identité visuelle a été adoptée pour l'ensemble des publications du CIR au format papier ou électronique en 2018 et des photographies fortes illustrant la façon dont les PMA s'efforcent de développer les échanges ont été produites et diffusées.

- **822 photos mises en ligne** sur la page Flickr du CIR en 2018.
- Photos consultées **222 922 fois** depuis la création de la page Flickr du CIR en juillet 2017.

## Réseaux sociaux

Le nombre d'abonnés à trois des principaux comptes du CIR sur les réseaux sociaux a augmenté et le niveau d'engagement est resté élevé. Le nombre d'abonnés au compte Twitter a augmenté de 43% et celui d'abonnés à la page LinkedIn du CIR a presque doublé. Le taux d'engagement sur la page Twitter du CIR reste compris entre 0,8% et 1,3%, alors qu'un taux d'engagement compris entre 0,33% et 1% est considéré comme très élevé sur Twitter.



The image shows a screenshot of a tweet from EIF (@EIF4LDCs) with a photo of two people and text about Zambia's honey exports. Below the tweet is a table of engagement metrics.

Impressions	5,842
Total engagements	96
Media engagements	30
Likes	21
Detail expands	20
Retweets	11
Link clicks	8
Profile clicks	6

# Cadre juridique

Les dispositions types du CIR relatives à la Phase Deux du CIR, approuvées en 2016, constituent le document juridique de base applicable à tous les accords de contribution signés avec les donateurs du CIR. Le présent document énonce les conditions de réception et d'utilisation des ressources des donateurs au Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (FASCIR), ainsi que les obligations du GFAS en matière de responsabilité et de présentation de rapports. Quatre accords de contribution ont été signés en 2018.

En 2018, suite à l'approbation du Conseil du CIR ou en vertu des pouvoirs délégués au Directeur exécutif du SE, le GFAS a signé 31 nouveaux accords juridiques relatifs à des projets de catégorie 1 et 2, des projets combinés et des projets régionaux avec les principales entités de mise en œuvre (PEMO). Dix-neuf (19) modifications ont aussi été signées avec les PMA et les organisations partenaires du CIR, pour tenir compte de révisions des budgets et des plans de travail. Trente-neuf (39) prolongations sans coût ont été conclues en vertu des pouvoirs délégués au Directeur exécutif et après examen et approbation par le SE et le GFAS.

## GESTION FINANCIÈRE ET FIDUCIAIRE

Les tableaux 1 à 3 ci-après présentent la situation financière du FASCIR au 31 décembre 2018 et rendent compte des engagements des donateurs du CIR pour les Phases Un et Deux du CIR, des contributions reçues, des fonds alloués, des décaissements et des fonds disponibles.

### a. Engagements des donateurs et contributions reçues pour la Phase Deux du CIR

Depuis la conférence d'annonce de contributions du CIR organisée en novembre 2015 à Nairobi (Kenya), pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2018, le montant indicatif des annonces de contributions des donateurs du CIR a atteint environ 119,34 millions d'USD. Sur ce montant total, 115,18 millions d'USD ont été engagés.

Sur le montant total des fonds engagés, 72,68 millions d'USD ont été reçus, comme l'indique le tableau détaillé ci-après.

	Période considérée (2018) en millions d'USD		
	Phase Un	Phase Deux	Total général
Fonds commun CI-PNUD	31,54	0	31,54
Compte d'ordre du PNUD pour le CI	7,78	0	7,78
Contributions des donateurs du CIR	159,84	72,68	232,52
<b>Sous-total</b>	<b>199,16</b>	<b>72,68</b>	<b>271,84</b>
Intérêts perçus	6,13	0,94	7,06
<b>Total général</b>	<b>205,29</b>	<b>73,62</b>	<b>278,9</b>

Le détail des contributions des donateurs est présenté ci-dessous et comprend les annonces, les engagements et les fonds reçus

<b>TABLEAU 2 – DÉTAIL DES CONTRIBUTIONS DES DONATEURS POUR LA PHASE DEUX DU CIR</b>		
	<b>(au 31 décembre 2018, en USD)</b>	
<b>Donateur du CIR</b>	<b>Engagements</b>	<b>Fonds reçus</b>
Allemagne	5'975'066	4'496'113
Arabie saoudite	4'000'000	1'000'000
Australie	2'244'285	2'244'180
Commission européenne	11'600'872	8'845'885
Danemark	9'064'499	9'064'499
Estonie	67'244	67'244
Finlande	9'975'851	8'853'516
France	4'025'047	2'855'326
Luxembourg	5'106'785	3'394'456
Norvège	18'026'216	10'214'856
Pays-Bas	472'255	472'255
République de Corée	1'000'000	1'000'000
Royaume-Uni	29'557'198	12'604'314
Suède	11'132'072	5'566'036
Suisse	2'000'000	2'000'000
Intérêt des placements du CIR	937'382	937'382
<b>Sous-total</b>	<b>115'184'772</b>	<b>73'616'016</b>

La totalité des fonds déposés au FASCIR en 2018 représente 63,91% du montant total des engagements. Bien que le FASCIR ait reçu le montant total de la contribution de certains donateurs, il est prévu que le montant total de toutes les contributions soit en fait reçu au moment convenu dans les accords de contribution signés.



## b. Fonds alloués aux activités de la Phase Deux du CIR

En 2018, le montant total des fonds alloués aux activités de la Phase Deux du CIR s'élevait à 35,78 millions d'USD, portant le total général des fonds alloués aux activités de la Phase Un et de la Phase Deux du CIR à 255,58 millions d'USD. Les annexes 1 et 2 (ci-jointes) comprennent l'ensemble du portefeuille des projets approuvés du CIR.

Le montant total des fonds alloués à la mise en œuvre par les PMA (Phase Un et Phase Deux) est pour l'instant de 131,18 millions d'USD (71,52%), alors que la part des organisations partenaires du CIR allouée à la mise en œuvre est de 38,69 millions d'USD (21,10%). Les 13,55 millions d'USD (7,39%) restants représentent les fonds alloués par plusieurs autres organismes, dont des organisations non gouvernementales.

TABLEAU 3 – FONDS ALLOUÉS AUX ACTIVITÉS DU CIR

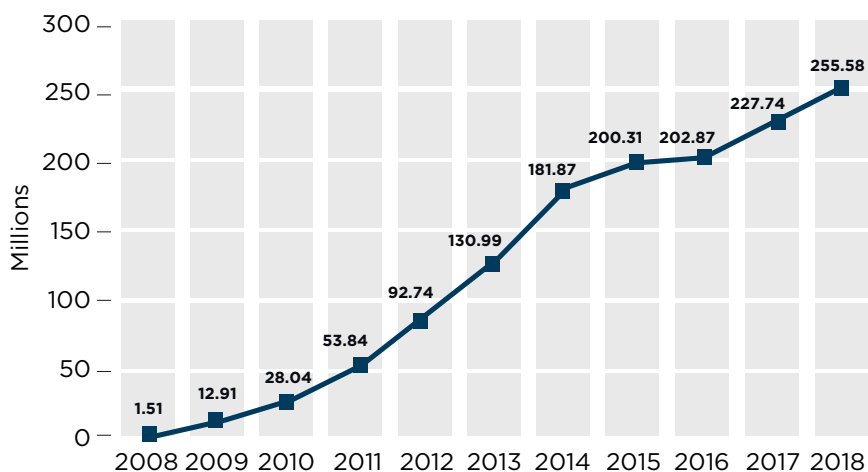
		(au 31 décembre 2018, en USD)		
Catégorie	Type de projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
Mise en œuvre par les PMA	Catégorie 1 – EDIC	1'328'953	386'430	1'715'383
	Catégorie 1 – Soutien aux ANMO	43'219'630	9'575'475	52'795'105
	Catégorie 1 – Pré-EDIC	550'393	50'000	600'393
	Catégorie 1 – Soutien à la durabilité	-	4'435'450	4'435'450
	Catégorie 1 – Intégration du commerce	198'496	450'000	648'496
	Catégorie 2 – Agro-industrie	26'499'039	6'560'114	33'059'153
	Catégorie 2 – Étude de faisabilité	606'274	185'430	791'704
	Catégorie 2 – Normes	-	3'000'000	3'000'000
	Catégorie 2 – Tourisme	5'884'542	1'544'700	7'429'242
	Catégorie 2 – Facilitation des échanges	9'741'835	3'179'374	12'921'209
	Catégorie 2 – Politique commerciale et gestion administrative	6'056'358	-	6'056'358
	Catégorie 2 – Production industrielle de récoltes/récoltes destinées à l'exportation	2'647'745	-	2'647'745
	Catégorie 2 – Services et institutions de soutien commerciaux	-	1'482'270	1'482'270
	Combiné – À déterminer			3'600'000
<b>Total mise en œuvre par les PMA</b>		<b>96'733'265</b>	<b>34'449'243</b>	<b>131'182'508</b>
Autre mise en œuvre	Catégorie 1 – EDIC	160'000	-	160'000
	Catégorie 2 – Agro-industrie	10'213'880	1'819'918	12'033'798
	Catégorie 2 – Tourisme	950'000	-	950'000
	Régional – Agro-industrie	-	403'192	403'192
<b>Total autre mise en œuvre</b>		<b>11'323'880</b>	<b>2'223'110</b>	<b>13'546'990</b>
Mise en œuvre par des organisations	Catégorie 1 – EDIC	3'093'460	285'000	3'378'460

TABLEAU 3 – FONDS ALLOUÉS AUX ACTIVITÉS DU CIR

		(au 31 décembre 2018, en USD)		
Catégorie	Type de projet	Phase Un du CIR	Phase Deux du CIR	Total général
	Catégorie 1 – Soutien aux ANMO	3'300'000	2'686'187	5'986'187
	Catégorie 1 – Soutien aux ANMO – Conseiller commercial international	2'165'177	-	2'165'177
	Catégorie 1 – Intégration du commerce	167'161	115'365	282'526
	Catégorie 2 – Agro-industrie	12'917'665	500'012	13'417'677
	Catégorie 2 – Étude de faisabilité	584'839	-	584'839
	Catégorie 2 – Textiles et vêtements	2'836'583	-	2'836'583
	Catégorie 2 – Protection des plantes et des récoltes, lutte antiacridienne	700'642	-	700'642
	Catégorie 2 – Développement de la pêche	988'953	-	988'953
	Catégorie 2 – Cultures industrielles destinées à l'exportation	997'026	-	997'026
	Catégorie 2 – Services de soutien aux entreprises et institutions	-	487'612	487'612
	Régional – Facilitation des échanges	-	199'020	199'020
<b>Total mise en œuvre par des organisations</b>		<b>34'226'590</b>	<b>4'473'196</b>	<b>38'699'786</b>
<b>Activités globales</b>	<b>GLOBAL – Activités globales</b>	<b>5'435'260</b>	<b>1'281'914</b>	<b>6'717'174</b>
<b>Total activités globales</b>		<b>5'435'260</b>	<b>1'281'914</b>	<b>6'717'174</b>
<b>SE</b>	<b>ADMIN – Soutien du SE</b>	<b>26'388'671</b>	<b>12'136'426</b>	<b>38'525'097</b>
<b>Total SE</b>		<b>26'388'671</b>	<b>12'136'426</b>	<b>38'525'097</b>
<b>GFAS</b>	<b>ADMIN – Soutien du GFAS</b>	<b>20'532'594</b>	<b>4'471'261</b>	<b>25'003'855</b>
<b>Total GFAS</b>		<b>20'532'594</b>	<b>4'471'261</b>	<b>25'003'855</b>
<b>Total général</b>		<b>194'640'260</b>	<b>59'035'150</b>	<b>253'675'410</b>

**Figure 1:**  
MONTANT CUMULÉ DES FONDS ALLOUÉS AUX ACTIVITÉS DU CIR AU 31 DÉCEMBRE 2018 (USD)

Trente (30) nouveaux projets ont été approuvés en 2018, pour un montant total s'élevant à 17,07 million d'USD.



## NOTES SUR LES FONDS ALLOUÉS – TABLEAU 3:

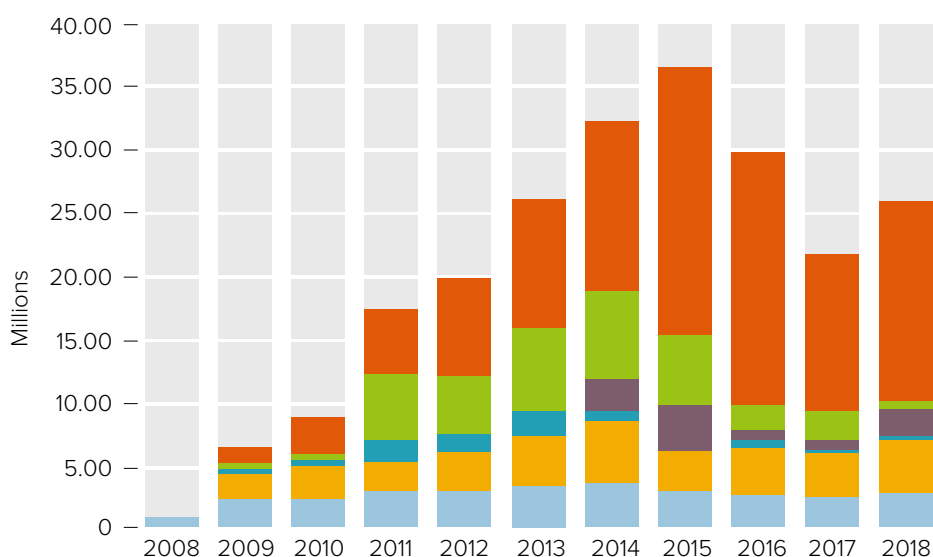
### c. Décaissements

Sur la base des renseignements relatifs aux fonds alloués comme indiqué dans le tableau 3, le GFAS a procédé aux décaissements conformément aux accords juridiques et aux calendriers de paiement convenus, ainsi que le SE l'a confirmé à la suite d'un examen des plans de travail et des cadres logiques des projets, pour un montant total de 26,09 millions d'USD en 2018

(pour les projets de la Phase Un et de la Phase Deux du CIR avec la répartition suivante: 6,92 millions d'USD pour la Phase Un et 19,17 millions pour la Phase Deux du CIR, comme indiqué ci-dessous). Comme le montre le tableau 4 ci-après, le montant total des décaissements par catégorie pour la Phase Un et la Phase Deux du CIR, depuis le premier décaissement jusqu'au 31 décembre 2018, est de 222,95 millions d'USD. La figure 2 ci-après indique le montant réellement versé à chaque catégorie de bénéficiaire (PMA, organisations partenaires du CIR, SE, activités globales du CIR et GFAS).

TABLEAU 4 – DÉCAISSEMENTS POUR LA PHASE UN ET LA PHASE DEUX DU CIR (MILLIONS D'USD)				
PHASE DU CIR	CATÉGORIE DANS LE RAPPORT ANNUEL	2008-2017	2018	TOTAL GÉNÉRAL
Phase Un	Mise en œuvre par les PMA	91,63	5,09	96,72
	Mise en œuvre par une organisation partenaire du CIR	34,17	0,05	34,22
	Autre entité de mise en œuvre	9,59	1,74	11,33
	Activités globales	5,43	0,01	5,44
	SE	26,39	-	26,39
	GFAS	20,56	(0,04)	20,52
	Honoraires de gestion du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale (0,75%)	1,41	0,05	1,46
<b>Total Phase Un du CIR</b>		<b>189,18</b>	<b>6,90</b>	<b>196,08</b>
Phase Deux	Mise en œuvre par les PMA	3,26	10,60	13,86
	Mise en œuvre par une organisation partenaire du CIR	0,65	1,18	1,83
	Autre entité de mise en œuvre	-	0,56	0,56
	Activités globales	0,17	0,52	0,69
	SE	3,54	4,05	7,59
	GFAS	-	2,13	2,13
	Honoraires de gestion du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale (0,75%)	0,06	0,14	0,20
<b>Total Phase Deux du CIR</b>		<b>7,68</b>	<b>19,18</b>	<b>26,86</b>
<b>Total général (Phases Un et Deux du CIR)</b>		<b>196,86</b>	<b>26,08</b>	<b>222,94</b>

**Figure 2:**  
MONTANT TOTAL DES DÉCAISSEMENTS POUR LA PHASE UN ET LA PHASE DEUX DU CIR AU 31 DÉCEMBRE 2018 (MILLIONS D'USD)



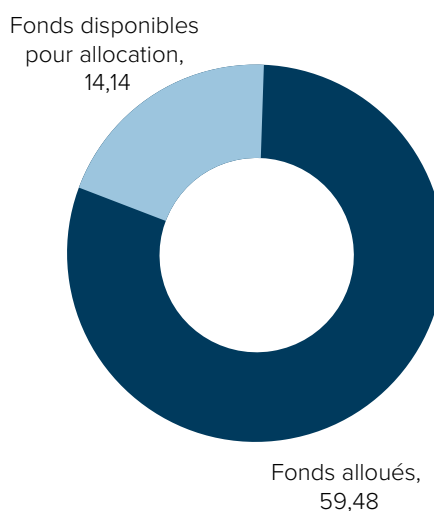
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Mise en œuvre par le PMA	-	1.09	2.80	5.03	8.25	10.27	13.64	21.50	19.82	12.49	12.49
Mise en œuvre par une organisation	-	0.60	0.40	5.34	4.51	6.65	7.10	5.56	2.20	2.45	2.45
Autre entité de mise en œuvre	-	-	-	-	0.16	1.82	2.44	3.79	0.71	0.68	0.68
Activités globales	-	0.35	0.60	1.74	1.36	0.16	0.81	(0.02)	0.38	0.22	0.22
Secrétariat exécutif (SE)	-	1.93	2.58	2.42	3.18	4.13	5.01	3.02	4.07	3.58	3.58
Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale (GFAS)	0.30	1.89	1.86	2.34	2.31	2.76	2.83	2.42	2.00	1.86	1.86
Frais de transaction du GFAS 0,75%	-	0.04	0.06	0.13	0.15	0.19	0.24	0.27	0.22	0.16	0.16

#### d. Fonds disponibles

Avec le lancement de la Phase Deux du CIR, la totalité des fonds de la Phase Un du CIR était allouée au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Comme indiqué ci-dessus, en ce qui concerne la Phase Un du CIR, le Conseil du CIR, ou le Directeur exécutif du CIR, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, a approuvé de nouveaux projets jusqu'au 31 décembre 2015. Compte tenu des retards dus à divers facteurs affectant les PMA bénéficiaires, les PEMO n'ont pas utilisé entièrement les fonds alloués à certains projets financés au titre de la Phase Un du CIR et peuvent les affecter à des projets approuvés.

Pour la Phase Deux du CIR, le FASCIR disposait de 14,14 millions d'USD à allouer à des activités liées aux projets du CIR au 31 décembre 2018. C'est la différence entre les fonds reçus des donateurs du CIR sur la base de la signature d'accords de contribution, y compris les intérêts échus – pour une valeur totale d'environ 73,62 millions d'USD (voir le tableau 2 ci-dessus pour plus de précisions) et les fonds déjà alloués à des activités du CIR par le biais de la signature d'accords juridiques avec les PEMO – environ 59,48 millions d'USD (voir le tableau 3 ci-dessus pour plus de précisions).

**Figure 3:**  
FONDS AU TITRE DE LA PHASE DEUX DU CIR DISPONIBLES POUR ALLOCATION AU 31 DÉCEMBRE 2018 (MILLIONS D'USD)



## TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES OPÉRATIONS DU FASCIR ET DU CIR POUR OBTENIR DES RÉSULTATS

### Garanties fiduciaires du GFAS

Afin de garantir la responsabilité dans l'utilisation des ressources du FASCIR et de faciliter la mise en œuvre de projets destinés à contribuer aux résultats et aux réalisations du CIR, depuis la création du CIR en 2008 et compte tenu des prescriptions relatives à la Phase Deux du CIR, le GFAS a élaboré un certain nombre d'outils programmatiques et de procédures de fonctionnement et de gestion pour garantir une mise en œuvre et un suivi systématiques des processus de gestion financière et fiduciaire et prévenir le détournement de fonds. Pendant toute la durée d'un projet financé par le CIR, le GFAS intervient, y compris lors des étapes critiques, pour assurer un contrôle fiduciaire et garantir la protection des fonds du CIR. Les résultats de chacune de ces interventions sont communiqués au SE dans le cadre des efforts réguliers de coordination entre le SE et le GFAS. Il s'agit notamment des évaluations de la capacité fiduciaire des PEMO réalisées par le GFAS; des missions d'aide au démarrage; de l'examen des rapports financiers trimestriels; de l'examen *ex ante* des principaux aspects fiduciaires des projets; des missions de supervision et des recommandations; de l'examen des audits externes annuels et des recommandations; des évaluations de la maturité fiduciaire; du renforcement des capacités fiduciaires des PEMO; et du soutien fiduciaire continu.

### RÉSULTATS GLOBAUX EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ

L'un des plus grands défis pour le GFAS est de garantir le bon alignement des principes du CIR (appropriation par le pays, partenariat, approche participative et fondée sur les besoins des pays) avec les principes financiers et fiduciaires (responsabilité, transparence, efficacité et efficacité). La présente section décrit les principaux mécanismes utilisés afin de garantir le respect de ces deux composantes normatives de base.

### Pratiques en matière de vérification des comptes

En ce qui concerne les projets du CIR, toutes les PEMO, qu'il s'agisse ou non d'organismes publics<sup>1</sup>, doivent présenter des comptes annuels vérifiés, conformément aux accords respectifs signés avec le GFAS (UNOPS). Des systèmes de vérification interne des comptes ont été instaurés dans tous les PMA qui mettent en œuvre des projets de catégorie 1 ou 2. Par ailleurs, des rapports d'audit interne ou externe sont établis à l'issue de la première année de mise en œuvre des projets. En 2012, le GFAS a élaboré des lignes directrices relatives à la vérification des comptes afin d'aider les PEMO dans cet exercice annuel. Les UNMO ont également comme pratique courante de faire examiner les mandats de vérification des comptes par le GFAS avant d'engager la vérification, et le GFAS a bien élaboré des modèles de mandats de vérification des comptes pour faciliter ce processus pour les PEMO nationales. Le GFAS, en collaboration avec le SE, applique les critères de transmission à un échelon supérieur des constatations négatives issues de la vérification des comptes approuvés par le Conseil du CIR.

Comme on le voit dans le tableau 6 ci-après concernant les rapports de vérification des comptes de 2017, 41 rapports ont été reçus en 2018, alors que 9 sont en cours, 2 ont été reportés et 8 sont en attente (souvent à cause de la longueur des processus gouvernementaux et/ou de crises politiques). Le GFAS suit de près les rapports de vérification des comptes en cours d'élaboration/en attente, et les recommandations issues des vérifications sont examinées par le GFAS et suivies avec les pays et par le biais des missions de supervision. Les pays doivent adopter des outils de suivi spécifiques pour appliquer les recommandations issues des vérifications.

<sup>1</sup> Les organisations partenaires du CIR font l'objet d'une vérification des comptes suivant leur mécanisme interne de vérification des comptes, conformément aux accords de partenariat du CIR et au principe de la vérification unique des comptes de l'ONU.

TABLEAU 6 – SITUATION CONCERNANT LES RAPPORTS DE VÉRIFICATION DES COMPTES

Rapport	Situation	Nombre de rapports		
		2008-2016	2017*	Total
Vérification des comptes	Reçu	277	41	318
	En cours d'élaboration	0	9	9
	Reporté	1	2	3
	En attente	4	8	12
<b>Total</b>		<b>282</b>	<b>60</b>	<b>342</b>

\* Cette colonne concerne les rapports de vérification des comptes de 2017, qui devaient être présentés en 2018 et, dans certains cas, des rapports ont été reçus après le 31 décembre 2018, ce qui explique leur statut «en cours d'élaboration».

En outre, en vertu du cadre de responsabilité du CIR et conformément aux règles de l'UNOPS en matière de vérification des comptes, toutes les activités de gestion financière et de gestion du financement menées par le GFAS sont soumises à des vérifications périodiques. En mai 2016, le Bureau de l'UNOPS à Genève, et le GFAS qui en fait partie, ont fait l'objet d'une vérification et les conclusions et les mesures correctrices ont été présentées dans le rapport annuel de 2016.

Sur la base du contrôle de la vérification de chaque projet effectué par les gestionnaires de portefeuille régionaux du GFAS, on trouvera ci-dessous un tableau sur les constatations issues des vérifications fondées sur les lignes directrices relatives aux critères de transmission à un échelon supérieur adoptées par le Conseil du CIR en mai 2015.

### NOMBRE DE PAYS AVEC DIFFÉRENTS TYPES DE CONSTATATIONS ISSUES DES VÉRIFICATION

Conformément aux rapports de vérification des comptes de 2017

Type de constatations	Nombre de pays par type	Mesures prises par la PEMO	Mesures prises et démarche proposée par le GFAS
1) Mineures	43	Tenir compte des recommandations; adopter les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations.	Suivi durant la mission de supervision en communiquant et en demandant des renseignements actualisés sur les actions menées.
2) Modérées	33	Prendre bonne note des recommandations et adopter des mesures correctives ou s'en remettre à des instances supérieures si nécessaire pour mener des actions.	Examiner attentivement les recommandations et exiger des mesures appropriées. Suivre les évolutions en communiquant directement et durant les missions. Apporter une aide si nécessaire pour clarifier les mesures requises. Une communication est adressée par écrit à la partie concernée pour information et suite à donner.
3) Majeures	0	Reconnaître les recommandations et demander plus de précisions aux contrôleurs pour mener des actions. S'en remettre à l'autorité supérieure dans le cadre des ANMO.	Donner suite aux recommandations avec le pays, en effectuant des visites sur le terrain et en communiquant sur les mesures prises. Adresser un rappel pour que des mesures soient prises et qu'il soit donné suite aux recommandations.

NB: Ce tableau résume la situation depuis l'adoption des lignes directrices relatives aux critères de transmission à un échelon supérieur adoptées par le Conseil du CIR en mai 2015..

Le GFAS a adopté un outil de suivi des mesures prises suite à la vérification des comptes au niveau de chaque bureau régional du GFAS, ainsi qu'un outil pour la coordination et la supervision au niveau de Genève, afin de permettre un meilleur suivi et une évaluation des progrès réalisés par les pays s'agissant de donner suite aux recommandations issues des vérifications.

### Base de données et système d'information

Tout au long de l'année 2018, le Pôle de connaissances du CIR a continué d'être opérationnel et son hébergement a été transféré en 2017 dans un centre informatique de l'ONU situé à Valence (Espagne), afin de renforcer la sécurité Internet et de prévenir les cyberattaques. Le Pôle constitue toujours une source d'information précieuse pour le CIR, d'une manière générale, et le GFAS, en particulier. Ses informations sont incorporées au système d'information de gestion (SIG) et au site Web du CIR. En tant qu'outil évolutif, le Pôle s'améliore constamment et s'adapte aux besoins du CIR. Suite à la création du SIG, le GFAS a soutenu activement et de manière continue le SE dans les phases initiales et dans l'amélioration du SIG, et a facilité l'harmonisation avec le Pôle de connaissances.

### Coordination et communications

Les activités de coordination et de communication du GFAS comprennent des interactions continues avec les principales parties prenantes du CIR au moyen de divers événements et activités, axés principalement sur les aspects fiduciaires, en collaboration étroite avec le SE. En 2018, le GFAS avait mené des consultations avec quelques donateurs du CIR (l'UE, le Japon, l'Arabie saoudite et le Département du développement international du Royaume-Uni) pour donner davantage de précisions sur le fonctionnement du CIR et du GFAS, en particulier, et sur les attentes des PMA concernant le soutien des donateurs. En outre, des réunions de coordination ont régulièrement été organisées entre le SE et le GFAS pour assurer la cohérence et la cohésion des positions, conformément aux procédures du CIR et au Recueil pour la Phase Deux du CIR: 2016-2022.

## RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE

### Assurer la responsabilité et le suivi des opérations

Au cours des dix dernières années, le CIR a progressivement renforcé le mécanisme de

responsabilité au niveau global et au niveau des pays, aboutissant à des résultats supérieurs et plus durables. L'accent est toujours mis sur l'appropriation par les pays, mais le CIR doit rendre beaucoup plus de comptes à ses partenaires, l'objectif étant d'obtenir des résultats commerciaux plus durables et d'optimiser les ressources. Dans le cadre du dispositif en matière de responsabilité, le SE, le GFAS et les PEMO rendent compte au Conseil du CIR et aux parties prenantes nationales de l'exécution effective et efficiente des projets financés par le CIR, et de l'utilisation appropriée des fonds.

La responsabilité mutuelle entre tous les partenaires du CIR est essentielle pour mettre en œuvre et gérer les programmes. À cette fin, le CIR a mis en place le mécanisme de responsabilité suivant:

- un cadre de résultats (cadre logique), mis en œuvre globalement et au niveau des pays;
- une culture de suivi et évaluation (S&E) et de présentation des résultats aux parties prenantes;
- une gestion financière et fiduciaire efficace et effective.

Le cadre de résultats du CIR sert d'outil de gestion évolutif qui promeut l'appropriation et le consensus; oriente les mesures correctives; facilite la coordination des efforts axés sur le développement du commerce; définit la voie à suivre pour réaliser les objectifs du CIR; et, in fine, joue un rôle clé pour garantir la responsabilité en termes de suivi et d'évaluation et d'apprentissage. Le cadre de résultats du CIR prévoit une chaîne de résultats concernant le but à long terme (impact), l'objectif intermédiaire (résultats) et les retombées immédiates (produits) des activités du CIR.

Il est impératif que chacun des projets de soutien institutionnel (catégorie 1) et des projets de soutien au secteur productif (catégorie 2) du CIR comprenne des cadres de résultats qui soient suivis, évalués et portés à la connaissance des parties prenantes. Il incombe aux pays du CIR de mener des activités de suivi et d'évaluation au niveau national afin de déterminer si les projets sont mis en œuvre de manière efficace et efficiente, notamment en veillant à ce que les fonds soient utilisés de manière appropriée, tout en vérifiant que les projets contribuent aux changements qu'ils sont censés apporter. Ces examens sont réalisés de diverses façons, y compris par le biais de missions de supervision, sur demande, menées par le SE ou le GFAS, de rapports semestriels et annuels présentés par les

UNMO et les PEMO, ainsi que d'évaluations effectuées à mi-parcours et à la fin des projets, y compris un rapport d'audit et un rapport d'auto-évaluation et d'achèvement de projet.

Le programme est évalué à intervalles réguliers par des entreprises indépendantes pour faire le point sur les résultats et voir dans quelle mesure il contribue à la réalisation de ses objectifs généraux.

### Suivi des progrès accomplis dans la réalisation des ODD

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 requiert des processus d'examen aux niveaux national et mondial pour promouvoir la responsabilité envers nos citoyens, soutenir une coopération internationale effective afin de réaliser ce programme et encourager les échanges de meilleures pratiques et l'apprentissage mutuel. Le but du CIR est d'être efficace et efficient dans l'ensemble de ses travaux afin de produire des résultats qui soient alignés sur les ODD. À cet égard, il suit de près la situation économique, sociale, financière et politique des PMA pour renforcer son soutien en lien avec les ODD.

Les exigences en matière de suivi des ODD imposent une lourde charge aux PMA, dont les capacités de suivi et de rapport sont moins développées. Le CIR reconnaît que la mise en œuvre des ODD doit tenir compte des réalités et des capacités différentes de chaque pays et propose donc un renforcement des capacités adapté en matière de suivi et d'évaluation aux PMA. Grâce à leur participation au CIR, ces pays ont renforcé leur capacité à faire rapport sur leurs ODD nationaux liés au commerce en utilisant des outils de suivi solides. Les rapports sont rassemblés, analysés au niveau du programme et figurent chaque année dans le rapport du CIR en tant que contribution du CIR aux ODD. Le rapport est soumis au Conseil du CIR pour approbation et publié en marge de l'Examen global de l'Aide pour le commerce par l'OMC (les années où se déroule cet événement). La présentation du rapport annuel est utilisée pour plaider en faveur d'un soutien visant à remédier aux difficultés communes que rencontrent les PMA s'agissant de la réalisation des ODD.

### Renforcement du système de suivi et d'évaluation du CIR

Le CIR a vocation à produire des résultats; il est donc crucial qu'il dispose d'un système de suivi et d'évaluation efficace qui reflète les résultats obtenus à toutes les étapes de la mise en œuvre d'un projet. Le suivi et l'évaluation du CIR sont fondés sur le Plan

stratégique et le cadre de résultats et s'effectuent au moyen d'indicateurs clairs et mesurables. Ce cadre de suivi et d'évaluation est important pour responsabiliser tous les partenaires et promouvoir l'apprentissage et l'amélioration au moyen d'un examen systématique et objectif des projets en cours ou terminés.

Afin de continuer à améliorer le mécanisme de suivi et d'évaluation du CIR, un examen a été lancé en 2018 pour évaluer les forces et les faiblesses de l'actuel système de suivi et d'évaluation dans le cadre d'une approche de la gestion axée sur les résultats. L'examen a porté sur les cadres de travail, les outils et les ressources humaines, ainsi que la communication des résultats aux parties prenantes du CIR, en vue de renforcer le système dans son ensemble alors que le programme entre dans une nouvelle phase de mise en œuvre initiée par le Plan stratégique du CIR pour 2019-2022. Un rapport final contenant des recommandations a été établi dans le cadre d'une approche participative comprenant des ateliers avec les partenaires du CIR.

Ce rapport, accompagné d'une réponse de la direction du SE documentant les actions proposées, a été présenté au Conseil du CIR en novembre 2018. Le Conseil du CIR a décidé ce qui suit:

- i. Un groupe de travail composé du SE, du GFAS et de représentants des donateurs du CIR, des PMA et des organisations partenaires du CIR serait créé afin d'aider le SE à élaborer une feuille de route pour renforcer le système de suivi et d'évaluation du CIR.
- ii. Des ressources seraient allouées pour engager des experts externes afin d'effectuer une évaluation rapide du système de suivi et d'évaluation du CIR.

Le groupe de travail a été établi par la suite et a tenu sa première réunion en janvier 2019. Il devrait continuer de se réunir sur une base mensuelle pour conseiller et suivre la mise en œuvre des activités en réponse à l'évaluation.

### Gestion des risques du CIR

La gestion des risques, y compris, mais pas uniquement, les risques fiduciaires, est intégrée dans les actions du CIR visant à réaliser des progrès dans le développement du commerce dans les pays les plus pauvres du monde. Le CIR est conscient qu'il doit gérer de manière efficace les ressources des donateurs du CIR et a donc adopté une approche proactive et globale en matière de gestion des risques, qui lui permet de prendre le type de risques nécessaires pour atteindre ses objectifs et



maximiser son impact. Le but de cette approche est de parvenir à une interprétation commune du risque et de promouvoir une culture de la gestion des risques cohérente au sein du CIR. Cela permettra de prendre des décisions de manière éclairée, de prendre des risques en connaissance de cause, augmentant ainsi les chances de réaliser les objectifs du programme.

Le SE et le GFAS collaborent avec les PMA pour intégrer la gestion des risques dans la planification et la gestion du programme, afin d'améliorer les pratiques en matière de gestion des risques au niveau des pays, notamment en élaborant un registre des risques au niveau du programme et en évaluant le risque de chaque projet à l'étape d'approbation.

Jusqu'à la fin de 2018, le risque global du programme était faible et géré de façon appropriée. Cependant, un renforcement supplémentaire des capacités est nécessaire, en particulier au niveau des pays pour déterminer les risques potentiels durant la préparation des projets; prévoir des mesures de suivi et d'atténuation des risques; et en rendre compte par le biais d'un mécanisme de rétro information partant des pays jusqu'au Conseil du CIR.

### Cadre d'optimisation des ressources du CIR

Le CIR est conscient de la responsabilité qui lui incombe vis-à-vis des bénéficiaires et des donateurs d'optimiser les ressources dont il dispose. Pour ce faire, il renforce la gestion financière au niveau interne et entre les partenaires, en assurant une utilisation optimale de ses ressources financières. Le CIR encourage les gouvernements des PMA à continuer d'améliorer la transparence de leurs budgets et de leurs dépenses au titre des projets et la responsabilité à leur sujet, en surveillant la trésorerie, en utilisant des plans de travail et des budgets fondés sur les activités et en communiquant ces renseignements aux parties prenantes.

Des stratégies sont également appliquées au niveau du programme pour réduire les coûts de gestion là où c'est possible. Le programme a élaboré un cadre d'optimisation des ressources et une matrice d'actions, dans le cadre desquels le SE et le GFAS procèdent à des mises à jour régulières et à des évaluations périodiques des activités du CIR afin de répondre aux questions et aux préoccupations qui se présenteront, y compris une évaluation des risques pour le financement du CIR et la mise en œuvre du programme.

Le CIR communique de façon ouverte et observe une entière transparence conformément aux critères de l'Initiative internationale de transparence de l'aide en publiant des renseignements détaillés sur ses programmes et projets et en favorisant plus largement l'accès à l'information dans les pays du CIR.



© EIF/Simon Hess



# ANNEXES

Annexe 1 – Résultats par indicateur

Annexe 2 – Projets de la catégorie 1

Annexe 3 – Projets de la catégorie 2 et  
projets combinés

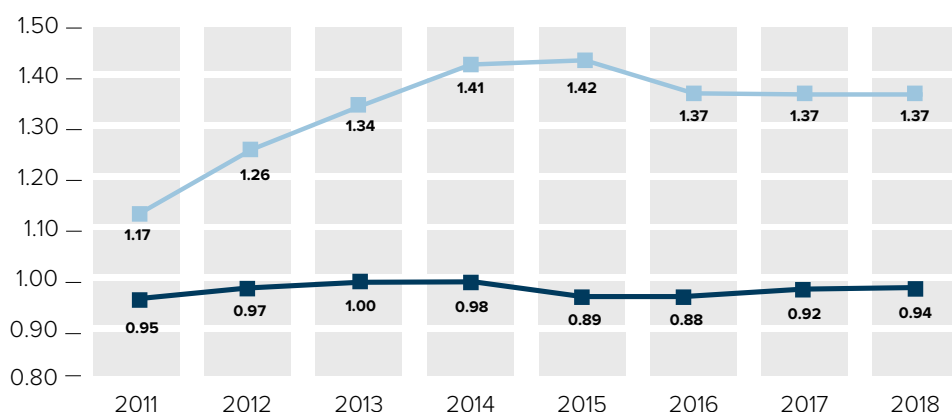
## ANNEXE 1 – RÉSULTATS PAR INDICATEUR

**Figure 4:**  
PART DES PMA DANS LE  
COMMERCE MONDIAL (%)

La part des PMA dans les exportations mondiales est restée inférieure à 1% en 2018.

— Exportations — Importations

Source: Secrétariat de l'OMC

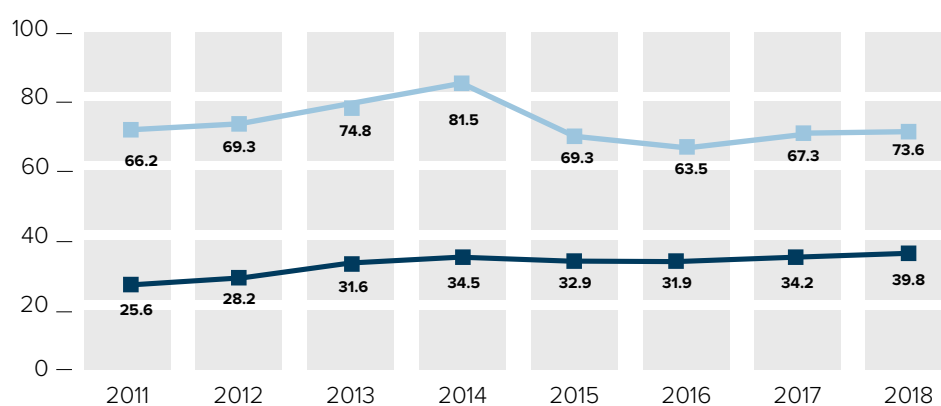


**Figure 5:**  
ÉCHANGES DE SERVICES  
COMMERCIAUX DES PMA  
(MILLIARDS D'USD)

Les exportations de services commerciaux ont augmenté de 16% en 2018.

— Exportations — Importations

Source: Portail de données de l'OMC

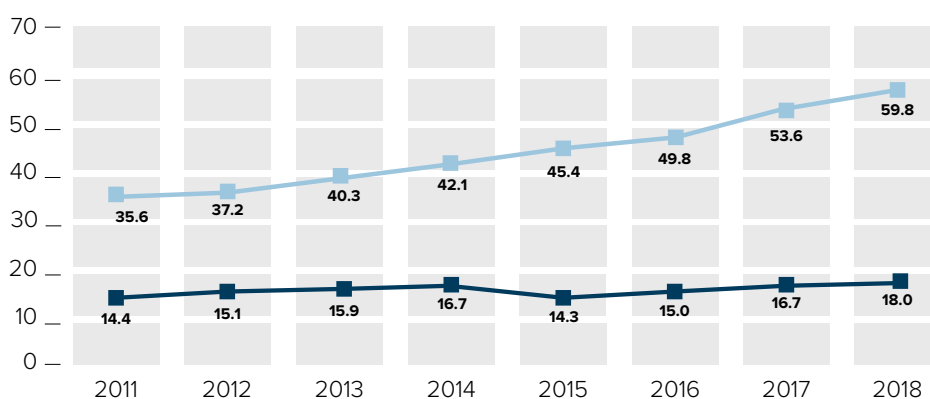


**Figure 6:**  
EXPORTATIONS DES PMA PAR  
GROUPE DE PRODUITS  
(MILLIARDS D'USD)

Les exportations totales de produits agricoles et de produits manufacturés des PMA ont augmenté en 2018.

— Exportations de produits manufacturés des PMA  
— Exportations de produits agricoles des PMA

Source: Portail de données de l'OMC

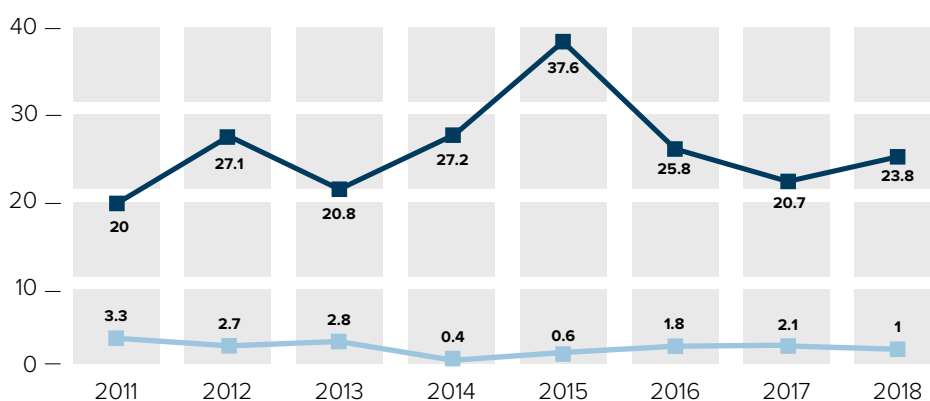


**Figure 7:**  
FLUX ENTRANTS ET SORTANTS  
D'IED (MILLIARDS D'USD)

Les flux d'IED à destination des PMA sont remontés à 24 milliards de dollars (15% de plus qu'en 2017), ce qui représente 1,8% des flux entrants d'IED au niveau mondial.

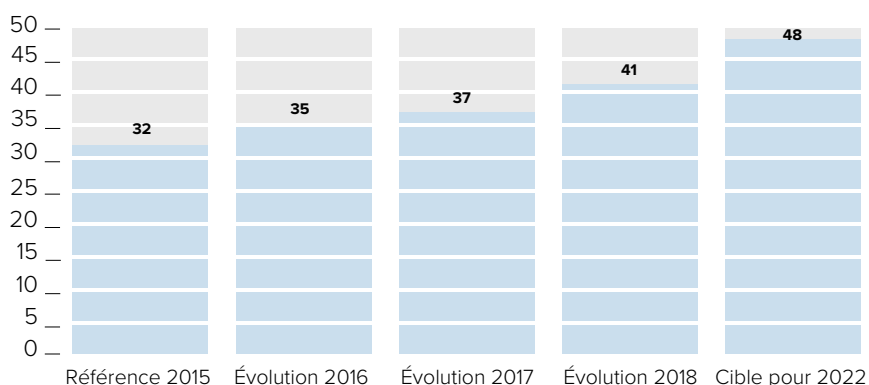
— Flux entrants — Flux sortants

Source: CNUCED  
(Rapport sur l'investissement dans le monde 2019)



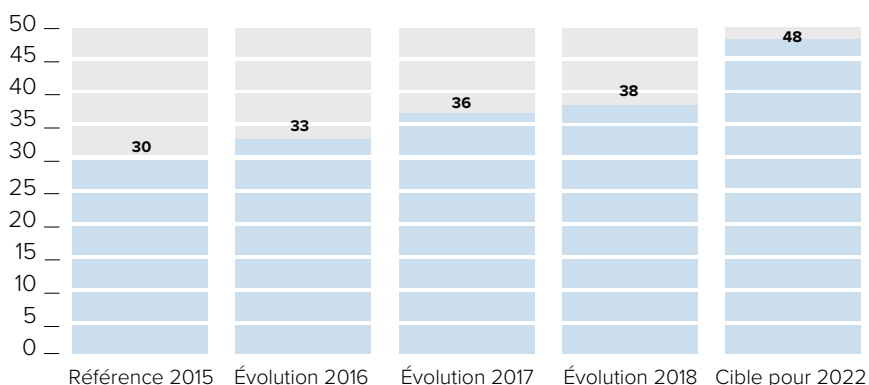
**Figure 8:**  
NOMBRE DE PAYS DU CIR QUI ONT INTÉGRÉ LE COMMERCE DANS LEUR PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT

Le commerce occupe une place de plus en plus importante dans les programmes de développement des PMA. Quatre pays ont intégré le commerce dans leur PDN en 2018.



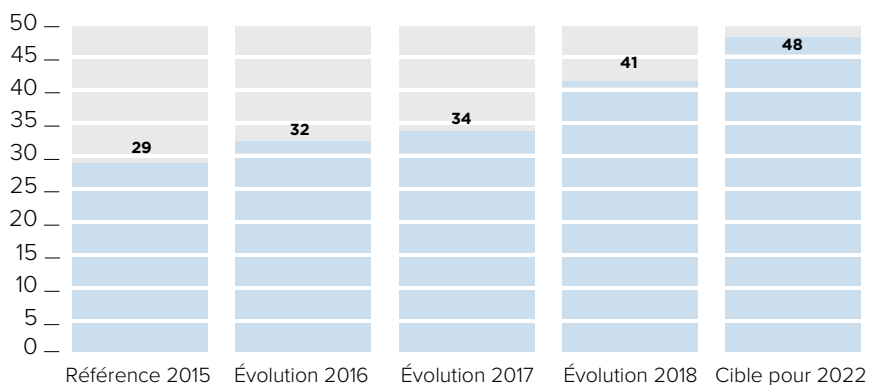
**Figure 9:**  
NOMBRE DE PAYS DU CIR QUI DISPOSENT DE MÉCANISMES EFFECTIFS DE COORDINATION DU COMMERCE

Deux pays ont établi des mécanismes effectifs de coordination du commerce en 2018. Ces mécanismes permettent aux PMA et aux partenaires de développement de collaborer et d'éviter les doubles emplois.



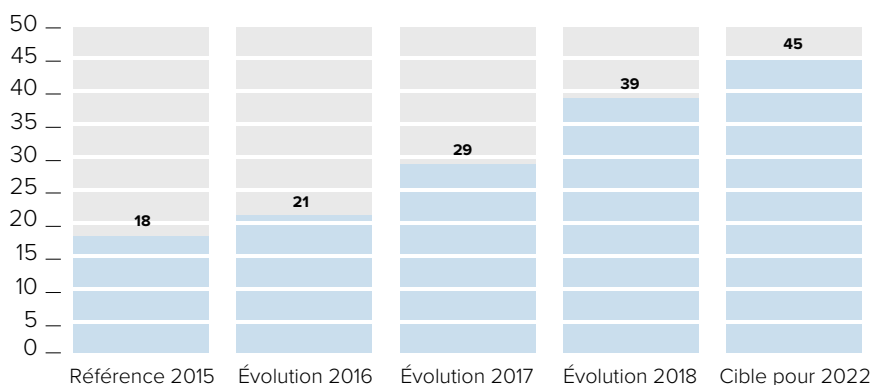
**Figure 10:**  
NOMBRE TOTAL DE PAYS DU CIR QUI DISPOSENT D'AU MOINS 3 STRATÉGIES SECTORIELLES INTÉGRANT LE COMMERCE

Grâce à un niveau élevé de coordination et de collaboration entre les ministères du commerce et les autres ministères d'exécution, sept pays du CIR ont intégré le commerce dans au moins trois stratégies sectorielles en 2018.



**Figure 11:**  
NOMBRE DE POLITIQUES COMMERCIALES DE QUALITÉ ACTUALISÉES AVEC L'AIDE DU CIR

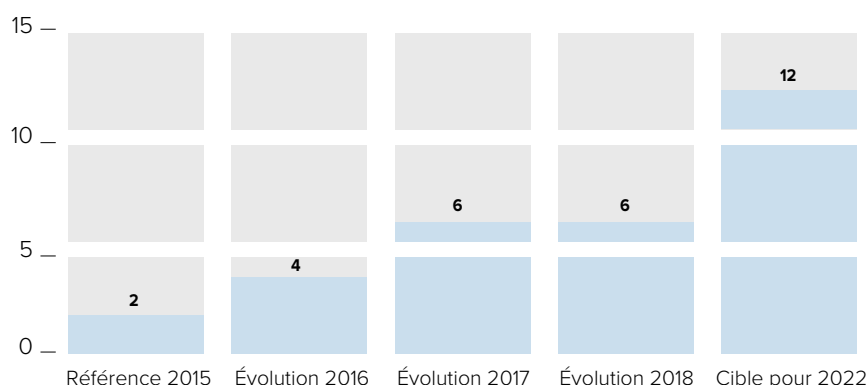
En 2018, dix pays du CIR ont élaboré, avec l'aide du CIR, des stratégies commerciales de qualité qui identifient les avantages concurrentiels et les améliorations nécessaires en termes de productivité.



**Figure 12:**

**NOMBRE DE MESURES PAR PAYS DU CIR VISANT À AMÉLIORER LA LÉGISLATION ET LA PARTICIPATION À DIVERSES INSTANCES LIÉES AU COMMERCE**

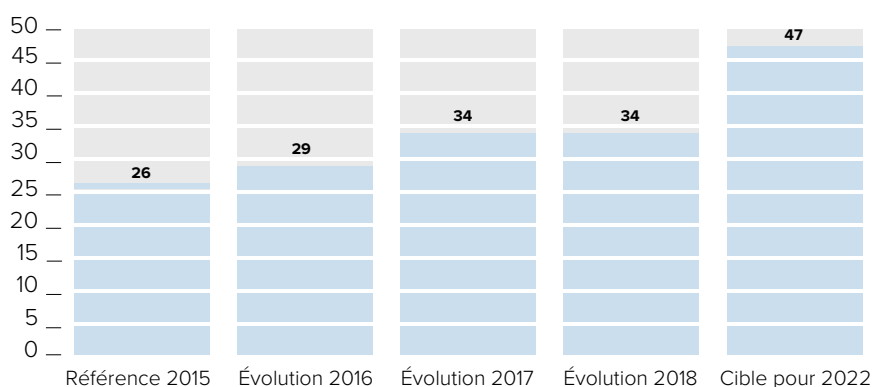
En 2018 seulement, les pays du CIR ont pris en moyenne six mesures visant à améliorer la législation et la participation à diverses instances liées au commerce.



**Figure 13:**

**NOMBRE D'ÉTUDES DIAGNOSTIQUES EFFECTUÉES/MISES À JOUR AVEC L'AIDE DU CIR**

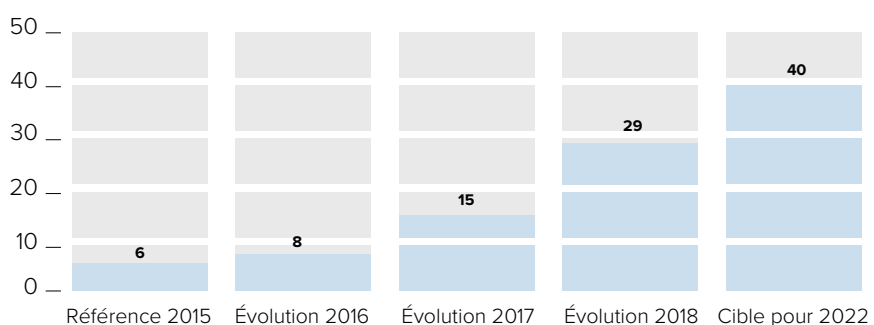
Les pays du CIR ont recours aux études diagnostiques pour identifier les contraintes liées au commerce et définir des actions prioritaires pour les surmonter. En 2018, 34 pays du CIR avaient réalisé une EDIC.



**Figure 14:**

**NOMBRE DE PAYS DU CIR DANS LESQUELS LES UNMO SONT INTÉGRÉES AUX STRUCTURES GOUVERNEMENTALES**

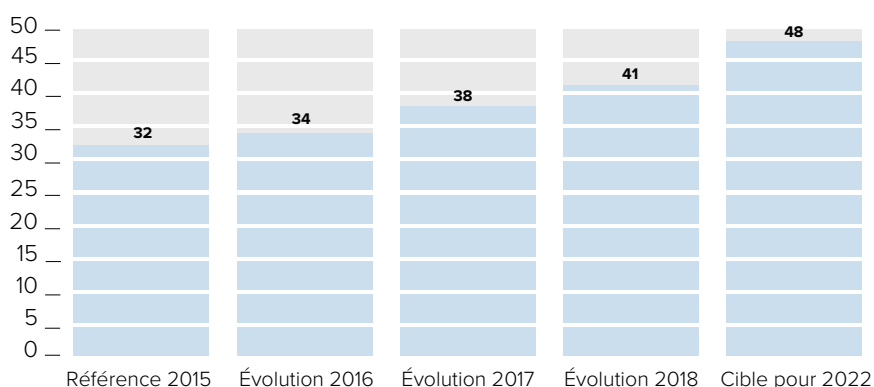
Les équipes de base du CIR sont intégrées aux structures gouvernementales (14 en 2018), ce qui contribue à assurer la durabilité des résultats.



**Figure 15:**

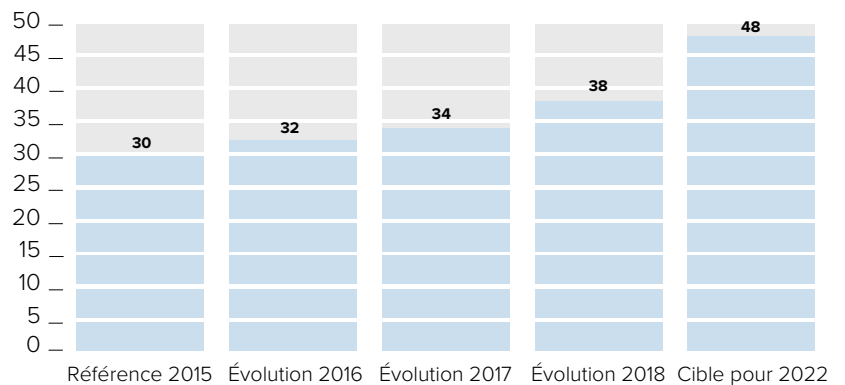
**NOMBRE DE PAYS DU CIR QUI DISPOSENT DE MÉCANISMES DE COORDINATION PUBLIC-PRIVÉ EFFICACES ET DE QUALITÉ**

Les gouvernements et le secteur privé se consultent mutuellement de manière régulière sur les questions relatives au commerce. En 2018, trois pays du CIR ont établi des mécanismes de coordination public-privé de qualité.



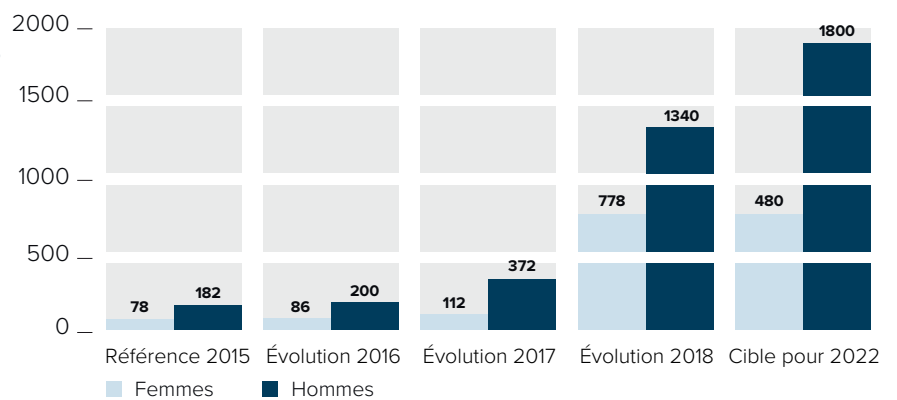
**Figure 16:**  
NOMBRE DE PAYS DU CIR DANS LESQUELS UN DIALOGUE DE QUALITÉ EST ENGAGÉ ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES DONATEURS SUR DES QUESTIONS LIÉES AU COMMERCE

Les pays et les donateurs du CIR coordonnent leurs interventions sur les questions relatives au commerce. En 2018, quatre pays du CIR ont mis en place un dialogue entre le gouvernement et les donateurs sur des questions liées au commerce.



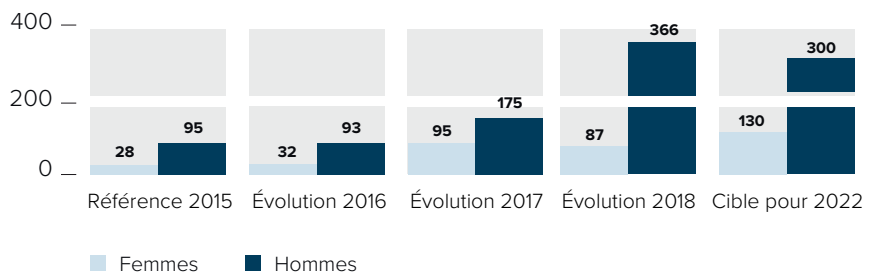
**Figure 17:**  
NOMBRE MOYEN DE FONCTIONNAIRES PAR PAYS FORMÉS DANS DES DOMAINES LIÉS AU COMMERCE

Des fonctionnaires sont formés à l'élaboration des politiques commerciales et à l'intégration du commerce dans les autres politiques gouvernementales. En 2018 seulement, 2 118 fonctionnaires par pays en moyenne ont été formés (37% de femmes).



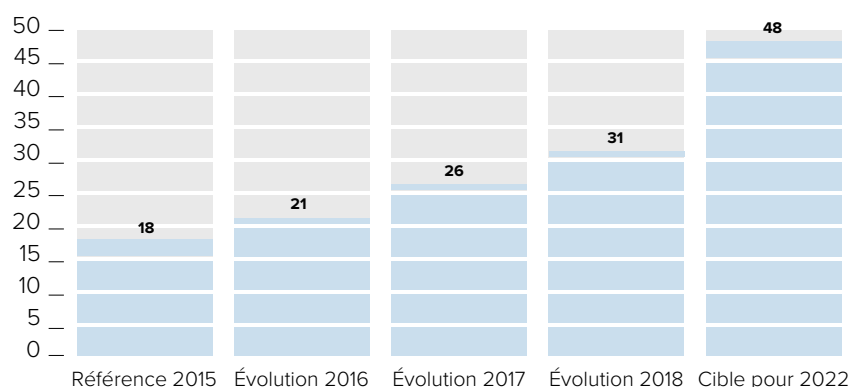
**Figure 18:**  
NOMBRE MOYEN DE REPRÉSENTANTS DU SECTEUR PRIVÉ PAR PAYS FORMÉS DANS DES DOMAINES LIÉS AU COMMERCE POUR PARTICIPER AU PROGRAMME NATIONAL EN MATIÈRE DE COMMERCE

Des représentants du secteur privé sont formés pour mieux contribuer au programme national en matière de commerce. En 2018 seulement, 453 représentants du secteur privé par pays en moyenne ont été formés (24% de femmes).



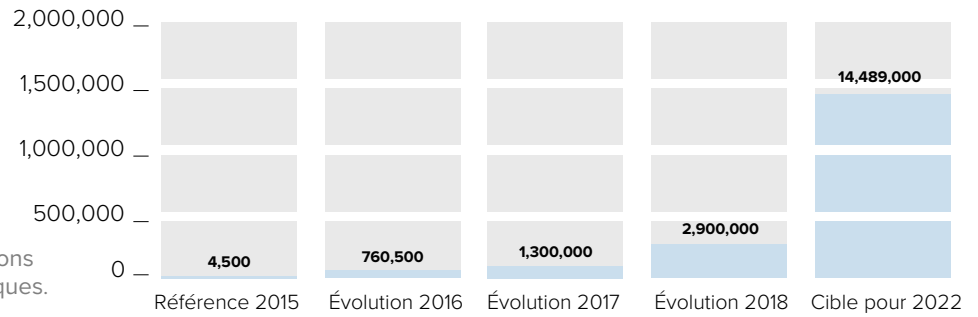
**Figure 19:**  
NOMBRE DE PAYS DU CIR QUI DISPOSENT D'OUTILS DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS DE QUALITÉ POUR LES DIVERSES PARTIES PRENANTES

En 2018, cinq pays du CIR ont commencé à communiquer avec les parties prenantes dans les secteurs public et privé pour mieux faire connaître les activités du CIR.



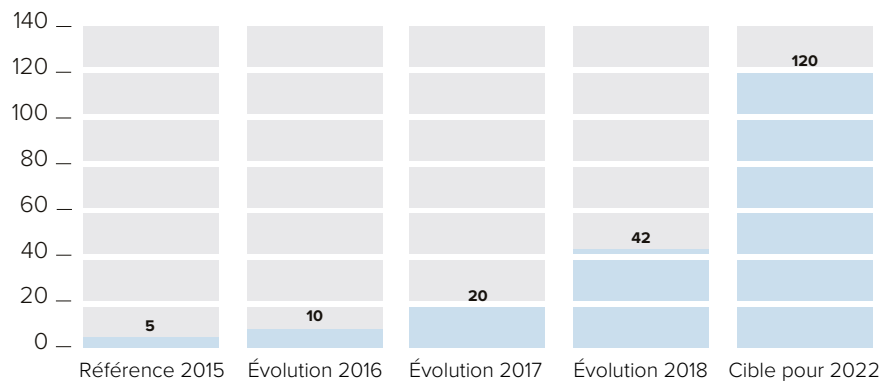
**Figure 20:**  
VOLUME DE LA PRODUCTION GÉNÉRÉE GRÂCE AUX INTERVENTIONS DU CIR (TM)

Le CIR aide les MPME et les petits exploitants à accroître leur production. En 2018 seulement, le volume total de la production générée grâce aux interventions du CIR a atteint 2 900 000 tonnes métriques.



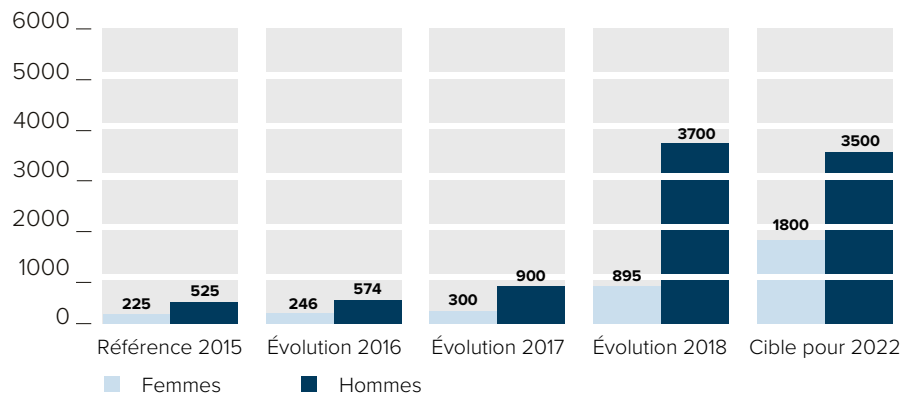
**Figure 21:**  
NOMBRE DE NOUVEAUX MARCHÉS INTERNATIONAUX PÉNÉTRÉS AVEC L'AIDE DU CIR

De nouveaux marchés internationaux sont pénétrés avec l'aide du CIR, ce qui permet d'augmenter les ventes. En 2018, 42 nouveaux marchés avaient été pénétrés, dont 22 en 2018 seulement.



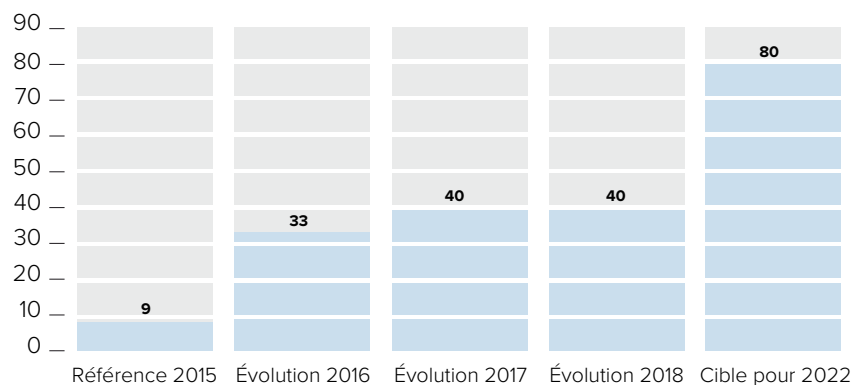
**Figure 22:**  
NOMBRE DE PERSONNES PAR PAYS RECEVANT UNE FORMATION DE QUALITÉ LIÉE AU COMMERCE POUR MIEUX PRENDRE PART À L'ÉCONOMIE

Des formations sont proposées à des particuliers, surtout aux femmes et aux jeunes, pour qu'ils puissent bénéficier des possibilités offertes par le commerce. En 2018 seulement, 4 595 personnes en moyenne ont été formées (19% de femmes).



**Figure 23a:**  
NOMBRE D'ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION MENÉES SUR LE THÈME DE L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES DANS LE CONTEXTE DU COMMERCE

L'intégration de l'égalité hommes-femmes et des considérations environnementales est une priorité permanente du CIR. En 2018 seulement, les pays du CIR ont mené 40 activités de sensibilisation sur le thème de l'égalité hommes-femmes.

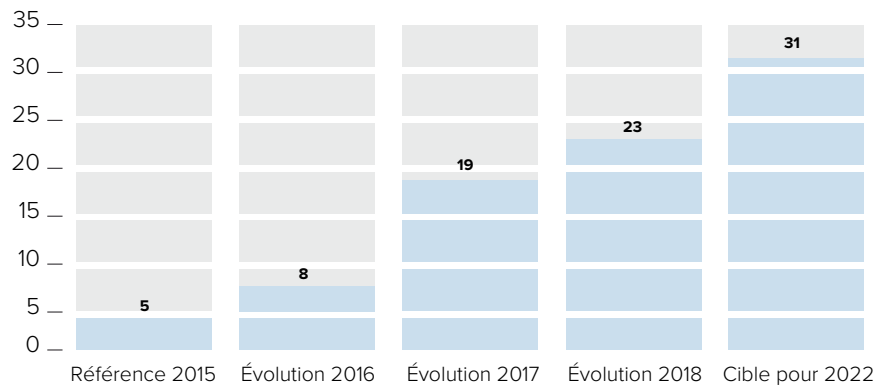




**Figure 23b:**

**NOMBRE D'ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION MENÉES SUR LE THÈME DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE CONTEXTE DU COMMERCE**

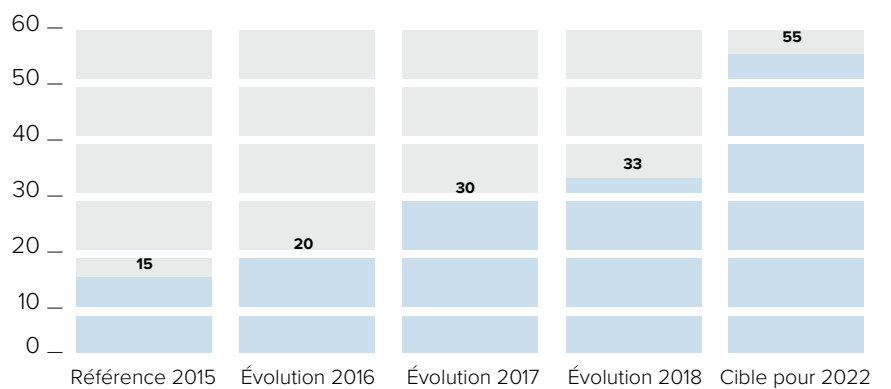
En 2018 seulement, les pays du CIR ont mené 23 activités de sensibilisation sur le thème de l'environnement.



**Figure 24:**

**POURCENTAGE DE FEMMES PARMIS LES BÉNÉFICIAIRES DIRECTS DES PROJETS**

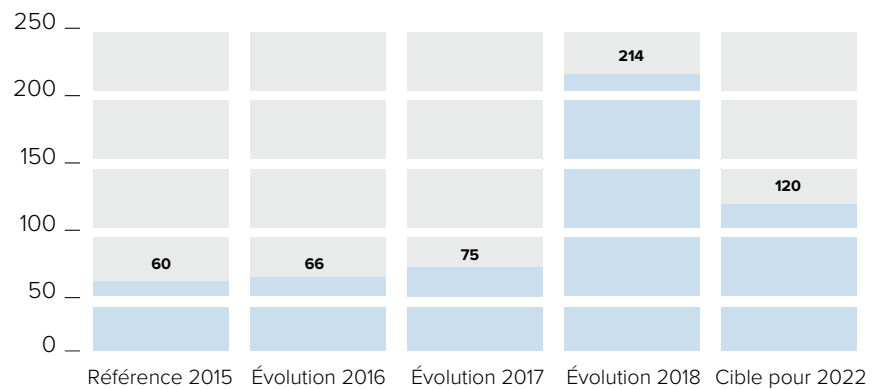
Le CIR aide à créer des emplois pour les femmes et promeut l'entrepreneuriat féminin. En 2018, le nombre de femmes bénéficiaires est monté à 33%.



**Figure 25:**

**NOMBRE D'ASSOCIATIONS DE PRODUCTEURS FORMÉES AUX PRATIQUES RELATIVES AUX CHAÎNES DE VALEUR**

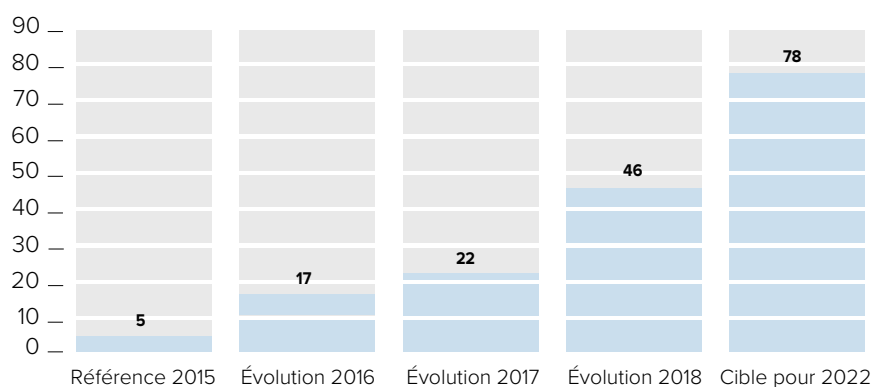
Des associations de producteurs sont formées à diverses pratiques relatives aux chaînes de valeur, notamment sur le conditionnement, le stockage, la logistique, la transformation, les normes de qualité des produits et la réduction des pertes après récolte. En 2018 seulement, 214 associations de producteurs ont été formées.



**Figure 26:**

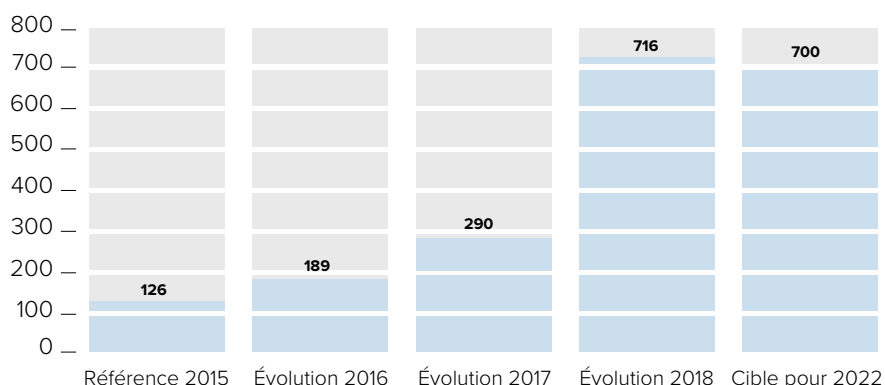
**NOMBRE DE NOUVELLES TECHNOLOGIES ADOPTÉES DANS LE CADRE DE PROJETS SOUTENUS PAR LE CIR**

De nouvelles technologies sont présentées aux producteurs afin d'améliorer la productivité et la croissance économique à long terme. En 2018, 46 nouvelles technologies avaient été adoptées, dont 24 en 2018 seulement.



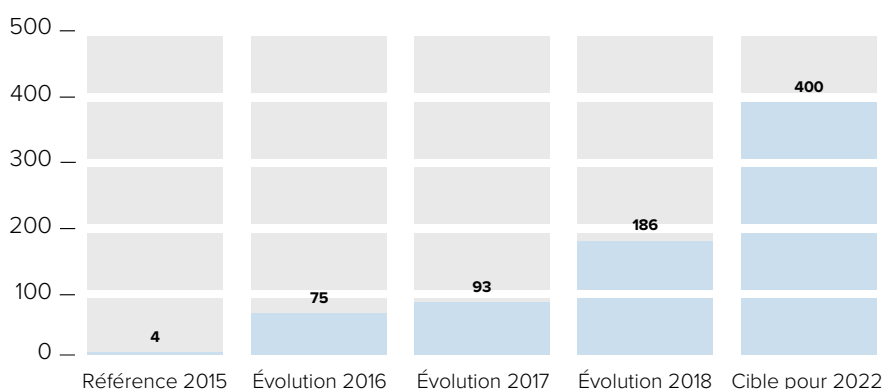
**Figure 27:**  
NOMBRE DE MPME QUI  
BÉNÉFICIE D'UN SOUTIEN DANS  
LE CADRE D'UN PROJET DU CIR

Les MPME sont soutenues par le CIR pour améliorer leur production et créer de nouveaux emplois. En 2018 seulement, 716 MPME ont été soutenues par le CIR.



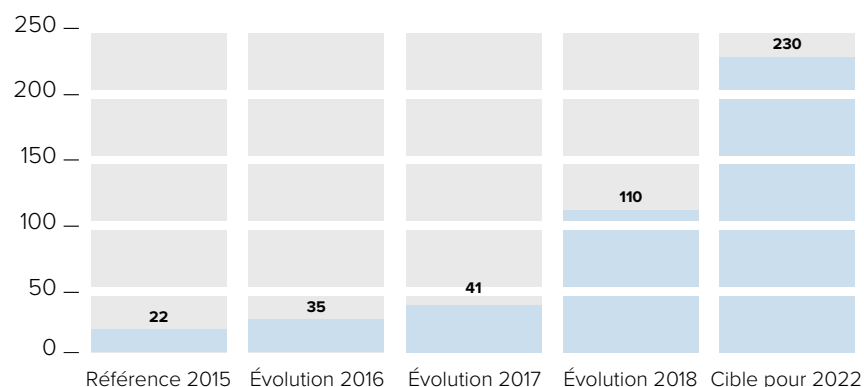
**Figure 28:**  
NOMBRE DE MESURES PRISES PAR  
TOUS LES PARTENAIRES DU CIR  
POUR CONTRIBUER À MOBILISER  
DES FINANCEMENTS  
ET DE L'EXPERTISE

Les gouvernements des PMA ont recours au mécanisme du CIR pour mobiliser des ressources auprès du secteur privé et d'autres partenaires de développement. En 2018 seulement, 186 mesures ont été prises.



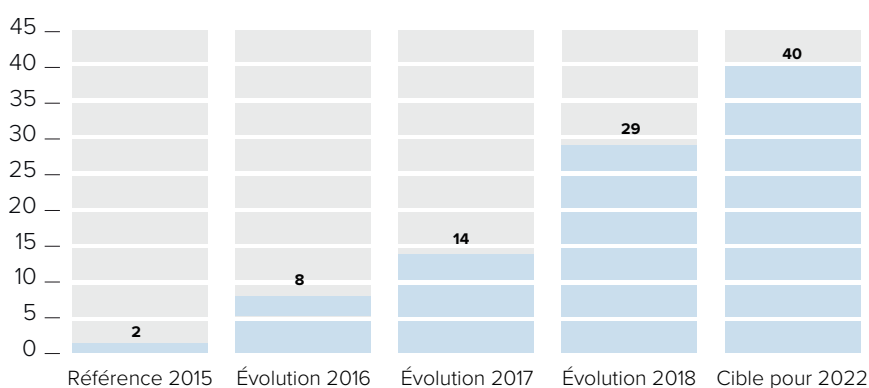
**Figure 29:**  
NOMBRE DE PROJETS ISSUS DE LA  
MATRICE DES ACTIONS DE L'EDIC  
FINANCÉS PAR LES DONATEURS DU CIR

Les pays reçoivent de l'aide de la part des donateurs pour mettre en œuvre des projets issus de la matrice des actions de l'EDIC. En 2018 seulement, 110 projets issus de la matrice des actions de l'EDIC ont été financés.



**Figure 30:**  
NOMBRE DE PROJETS DU CIR  
COFINANCÉS EN GRANDE PARTIE

Les projets du CIR sont cofinancés par les gouvernements des PMA, les donateurs du CIR, les organisations internationales participantes du CIR et le secteur privé. En 2018 seulement, 29 projets ont été cofinancés en grande partie.



## ANNEXE 2 – PROJETS DE LA CATÉGORIE 1

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
Afghanistan	Phase pré-EDIC	Gouvernement	22 sept. 2010	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	8 oct. 2008	400'000		400'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	22 déc. 2016		900'000	900'000
<b>Total Afghanistan</b>				450'000	900'000	1'350'000
Bangladesh	Phase pré-EDIC	Gouvernement	22 sept. 2010	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	25 mars 2011	460'000		460'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	28 août 2015	300'000		300'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1 - Années 2 et 3)	Gouvernement	27 juin 2018		600'000	600'000
<b>Total Bangladesh</b>				810'000	600'000	1'410'000
Bénin	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	11 août 2011	196'353		196'353
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	11 août 2011	1'499'991		1'499'991
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	21 déc. 2018		300'000	300'000
<b>Total Bénin</b>				1'696'344	300'000	1'996'344
Bhoutan	Phase pré-EDIC	Gouvernement	15 janv. 2010	50'000		50'000
	EDIC	PNUD	24 mars 2011	400'000		400'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	14 juin 2013	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2)	Gouvernement	7 déc. 2017		600'000	600'000
<b>Total Bhoutan</b>				1'350'000	600'000	1'950'000
Burkina Faso	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	6 févr. 2013	191'322		191'322
	Intégration	CNUCED	15 déc. 2015	70'621		70'621
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	22 nov. 2010	1'500'000		1'500'000
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	22 déc. 2016		300'000	300'000
<b>Total Burkina Faso</b>				1'761'943	300'000	2'061'943
Burundi	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	12 févr. 2010	198'268		198'268
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	12 févr. 2010	1'500'000		1'500'000
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	1 <sup>er</sup> mai 2018		300'000	300'000
<b>Total Burundi</b>				1'698'268	300'000	1'998'268

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
Cabo Verde	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	19 sept. 2012	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2)	Gouvernement	4 mai 2016		600'000	600'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	23 nov. 2011	900'000		900'000
<b>Total Cabo Verde</b>				<b>1'100'000</b>	<b>600'000</b>	<b>1'700'000</b>
Cambodge	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	29 sept. 2009	1'288'392		1'288'392
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	22 déc. 2016		235'450	235'450
	Mise à jour de l'EDIC (2013)	PNUD	29 sept. 2009	194'355		194'355
	Mise à jour de l'EDIC (2018)	Gouvernement	23 avr. 2018		186'430	186'430
<b>Total Cambodge</b>				<b>1'482'747</b>	<b>421'880</b>	<b>1'904'627</b>
République centrafricaine	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	12 mai 2010	29'455		29'455
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	12 mai 2010	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2)	Gouvernement	26 mars 2018		600'000	600'000
<b>Total République centrafricaine</b>				<b>929'455</b>	<b>600'000</b>	<b>1'529'455</b>
Tchad	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	9 juin 2011	367'000		367'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	9 juin 2011	1'500'000		1'500'000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	UNOPS	9 juin 2011	732'359		732'359
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	18 déc. 2017		300'000	300'000
<b>Total Tchad</b>				<b>2'599'359</b>	<b>300'000</b>	<b>2'899'359</b>
Comores	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	25 janv. 2011	256'791		256'791
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2)	Gouvernement	2 juin 2014	600'000		600'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	PNUD	25 janv. 2011	900'000		900'000
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	21 avr. 2017		300'000	300'000
	Soutien à l'intégration	Gouvernement	31 août 2017		200'000	200'000
<b>Total Comores</b>				<b>1'756'791</b>	<b>500'000</b>	<b>2'256'791</b>

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
Congo, République démocratique du	Phase pré-EDIC	Gouvernement	15 janv. 2010	49'841		49'841
	EDIC	Banque mondiale	8 oct. 2008	400'000		400'000
	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	15 mai 2018		200'000	200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	31 mai 2011	1'500'159		1'500'159
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI (catégorie 1 phase 2)	PNUD	9 déc. 2015	75'193		75'193
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI (catégorie 1 phase 1)	PNUD	31 mai 2011	252'520		252'520
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	31 mai 2018		300'000	300'000
<b>Total Congo, République démocratique du</b>				<b>2'277'713</b>	<b>500'000</b>	<b>2'777'713</b>
Djibouti	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	1 <sup>er</sup> juin 2011	196'529		196'529
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	1 <sup>er</sup> juin 2011	1'384'590		1'384'590
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	UNOPS	1 <sup>er</sup> juin 2011	644'192		644'192
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	12 mars 2018		300'000	300'000
<b>Total Djibouti</b>				<b>2'225'311</b>	<b>300'000</b>	<b>2'525'311</b>
Guinée équatoriale	Phase pré-EDIC	Gouvernement	1 <sup>er</sup> févr. 2017		50'000	50'000
	EDIC	Banque mondiale	29 juin 2017		285'000	285'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	PNUD	11 oct. 2018		898'560	898'560
<b>Total Guinée équatoriale</b>					<b>1'233'560</b>	<b>1'233'560</b>
Éthiopie	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	9 sept. 2014	390'058		390'058
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	OMC	16 sept. 2014	49'963		49'963
	Soutien aux ANMO - Phase 1 (années 1 et 2) - Phase 1 du CIR	Gouvernement	26 mars 2014	625'000		625'000

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1 - Année 3: solde du budget au titre de la phase 1 du CIR)	Gouvernement	21 nov. 2018		275'000	275'000
<b>Total Éthiopie</b>				1'065'021	275'000	1'340'021
Gambie	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	15 déc. 2009	193'559		193'559
	Intégration	CNUCED	4 nov. 2015	96'540		96'540
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	15 déc. 2009	1'500'000		1'500'000
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	2 juin 2017		300'000	300'000
	Programme de lutte contre l'aflatoxine (projet pilote)	Gouvernement	31 mai 2018		50'000	50'000
<b>Total Gambie</b>				1'790'099	350'000	2'140'099
Guinée	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 nov. 2011	278'476		278'476
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	23 nov. 2011	1'500'000		1'500'000
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	12 juin 2018		300'000	300'000
<b>Total Guinée</b>				1'778'476	300'000	2'078'476
Guinée-Bissau	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	22 nov. 2010	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	22 nov. 2010	1'500'000		1'500'000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	PNUD	10 sept. 2014	226'800		226'800
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	14 févr. 2018		300'000	300'000
<b>Total Guinée-Bissau</b>				1'926'800	300'000	2'226'800
Haïti	Phase pré-EDIC	Gouvernement	15 oct. 2010	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	11 août 2011	294'953		294'953
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	17 déc. 2012	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2)	Gouvernement	28 juill. 2017		600'000	600'000
<b>Total Haïti</b>				1'244'953	600'000	1'844'953

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
Kiribati	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	18 juin 2015		-	-
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1 - Années 1 et 2)	PNUD	18 juin 2015	600'000		600'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1 - Année 3)	PNUD	28 mai 2018		299'925	299'925
<b>Total Kiribati</b>				600'000	299'925	899'925
RDP Lao	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	29 oct. 2010	390'484		390'484
	Intégration	Gouvernement	28 oct. 2014	198'496		198'496
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	26 janv. 2010	1'446'260		1'446'260
<b>Total RDP lao</b>				2'035'240		2'035'240
Lesotho	Mise à jour de l'EDIC	USAID	26 janv. 2010	160'000		160'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	26 janv. 2010	1'296'857		1'296'857
<b>Total Lesotho</b>				1'456'857		1'456'857
Libéria	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	22 oct. 2009	199'640		199'640
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	22 oct. 2009	1'499'900		1'499'900
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	11 déc. 2018		300'000	300'000
<b>Total Libéria</b>				1'699'540	300'000	1'999'540
Madagascar	Phase pré-EDIC	Gouvernement	17 juin 2014	49'677		49'677
	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 juill. 2013	223'840		223'840
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	7 nov. 2016		900'000	900'000
<b>Total Madagascar</b>				273'517	900'000	1'173'517
Malawi	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 sept. 2009	199'080		199'080
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2)	Gouvernement	11 juill. 2016		600'000	600'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	23 sept. 2009	899'250		899'250
<b>Total Malawi</b>				1'098'330	600'000	1'698'330
Maldives	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	22 déc. 2010	1'500'000		1'500'000
<b>Total Maldives</b>				1'500'000		1'500'000

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
Mali	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	14 juill. 2010	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	14 juill. 2010	1'449'378		1'449'378
<b>Total Mali</b>				1'649'378		1'649'378
Mauritanie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	8 sept. 2014	400'000		400'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	23 nov. 2017		899'875	899'875
<b>Total Mauritanie</b>				400'000	899'875	1'299'875
Mozambique	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	26 oct. 2012	195'755		195'755
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	12 mars 2012	600'000		600'000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	PNUD	12 mars 2012	184'150		184'150
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2)	Gouvernement	7 déc. 2018		600'000	600'000
<b>Total Mozambique</b>				979'905	600'000	1'579'905
Myanmar	Phase pré-EDIC	Gouvernement	11 déc. 2013	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	18 juin 2014	340'050		340'050
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1 - Années 1 et 2)	Gouvernement	9 juin 2015	600'000		600'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1 - Année 3)	Gouvernement	6 avr. 2018		300'000	300'000
<b>Total Myanmar</b>				990'050	300'000	1'290'050
Népal	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	19 juin 2014	182'000		182'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	15 mars 2010	858'000		858'000
<b>Total Népal</b>				1'040'000		1'040'000
Niger	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	26 janv. 2011	193'144		193'144
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	26 janv. 2011	1'500'000		1'500'000
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	31 mai 2018		300'000	300'000
<b>Total Niger</b>				1'693'144	300'000	1'993'144
Rwanda	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	23 sept. 2009	1'634'400		1'634'400
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	12 juin 2018		300'000	300'000
<b>Total Rwanda</b>				1'634'400	300'000	1'934'400



PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
Samoa	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	8 oct. 2012	156'469		156'469
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	8 oct. 2012	898'682		898'682
<b>Total Samoa</b>				<b>1'055'151</b>		<b>1'055'151</b>
Sao Tomé-et-Principe	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	26 avr. 2012	173'705		173'705
<b>Total Sao Tomé-et-Principe</b>				<b>173'705</b>		<b>173'705</b>
Sénégal	Mise à jour de l'EDIC	CNUCED	24 nov. 2011	195'734		195'734
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2)	Gouvernement	23 juin 2016		600'000	600'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	24 nov. 2011	900'000		900'000
	Intégration du commerce	Gouvernement	11 juin 2018		200'000	200'000
<b>Total Sénégal</b>				<b>1'095'734</b>	<b>800'000</b>	<b>1'895'734</b>
Sierra Leone	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	1 <sup>er</sup> juill. 2009	199'873		199'873
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	1 <sup>er</sup> juill. 2009	1'408'859		1'408'859
<b>Total Sierra Leone</b>				<b>1'608'732</b>		<b>1'608'732</b>
Îles Salomon	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	11 oct. 2017		200'000	200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2 - Années 1 à 4)	Gouvernement	21 déc. 2010	1'200'000		1'200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2 - Année 5)	Gouvernement	11 oct. 2017		300'000	300'000
<b>Total Îles Salomon</b>				<b>1'200'000</b>	<b>500'000</b>	<b>1'700'000</b>
Somalie	Phase pré-EDIC	Gouvernement	15 juill. 2015	50'875		50'875
<b>Total Somalie</b>				<b>50'875</b>		<b>50'875</b>
Soudan du Sud	Phase pré-EDIC	Gouvernement	10 déc. 2013	50'000		50'000
	EDIC	PNUD	24 janv. 2013	398'456		398'456
	Intégration	PNUD	15 août 2017		115'365	115'365
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	PNUD	13 déc. 2017		900'000	900'000
<b>Total Soudan du Sud</b>				<b>448'456</b>	<b>1'015'365</b>	<b>1'463'821</b>
Soudan	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	23 avr. 2013	197'759		197'759
<b>Total Soudan</b>				<b>197'759</b>		<b>197'759</b>
Tanzanie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	30 oct. 2015	340'466		340'466
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	PNUD	13 mai 2013	900'000		900'000
<b>Total Tanzanie</b>				<b>1'240'466</b>		<b>1'240'466</b>

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
Timor-Leste	Phase pré-EDIC	Gouvernement	15 janv. 2010	50'000		50'000
<b>Total Timor-Leste</b>				50'000		50'000
Togo	Phase pré-EDIC	Gouvernement	15 janv. 2010	50'000		50'000
	EDIC	Banque mondiale	8 oct. 2008	400'000		400'000
	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	6 oct. 2015	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	23 nov. 2011	1'500'000		1'500'000
<b>Total Togo</b>				2'150'000		2'150'000
Tuvalu	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	14 déc. 2012	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	PNUD	14 déc. 2012	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2)	PNUD	26 oct. 2018		587'702	587'702
<b>Total Tuvalu</b>				1'100'000	587'702	1'687'702
Ouganda	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	28 sept. 2009	192'592		192'592
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phases 1 et 2)	Gouvernement	28 sept. 2009	1'499'985		1'499'985
	Soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	20 oct. 2017		300'000	300'000
<b>Total Ouganda</b>				1'692'577	300'000	1'992'577
Vanuatu	Mise à jour de l'EDIC	Gouvernement	24 sept. 2013	200'000		200'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	24 sept. 2013	900'000		900'000
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2)	Gouvernement	19 déc. 2017		600'000	600'000
<b>Total Vanuatu</b>				1'100'000	600'000	1'700'000
Yémen	Mise à jour de l'EDIC	PNUD	1 <sup>er</sup> juill. 2009	237'010		237'010
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	1 <sup>er</sup> juill. 2009	931'000		931'000
<b>Total Yémen</b>				1'168'010		1'168'010
Zambie	Mise à jour de l'EDIC	Banque mondiale	12 juill. 2012	397'570		397'570
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 2)	Gouvernement	11 févr. 2016		600'600	600'600
	Soutien aux ANMO (catégorie 1 phase 1)	Gouvernement	8 févr. 2010	898'928		898'928
<b>Total Zambie</b>				1'296'498	600'600	1'897'098
<b>Total général</b>				<b>60'621'604</b>	<b>18'183'907</b>	<b>78'805'511</b>

### ANNEXE 3 – PROJETS DE LA CATÉGORIE 2 ET PROJETS COMBINÉS

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
Bangladesh	Compétitivité des exportations	Gouvernement	29 déc. 2017		1'100'000	1'100'000
<b>Total Bangladesh</b>					1'100'000	1'100'000
Bénin	Étude de faisabilité	Gouvernement	27 avr. 2018		185'430	185'430
	RCPC	Gouvernement	24 juill. 2014	2'999'089		2'999'089
	Développement de la chaîne de valeur du karité	Gouvernement	13 sept. 2018		1'500'000	1'500'000
<b>Total Bénin</b>				2'999'089	1'685'430	4'684'519
Bhoutan	Infrastructure électronique (E4T)	Gouvernement	13 avr. 2017		1'482'270	1'482'270
<b>Total Bhoutan</b>					1'482'270	1'482'270
Burkina Faso	Mangue et noix de cajou	Gouvernement	15 avr. 2014	2'999'089		2'999'089
	Sésame	Gouvernement	17 sept. 2012	2'666'884		2'666'884
	Beurre de karité - Étude de faisabilité	ITC	22 nov. 2013	196'094		196'094
	La filière karité (PACFI-K)	Gouvernement	4 déc. 2018		1'499'780	1'499'780
<b>Total Burkina Faso</b>				5'862'067	1'499'780	7'361'847
Burundi	Mécanismes de soutien à l'exportation	Gouvernement	20 déc. 2012	606'274		606'274
	SPS	ONUDI	4 juill. 2012	2'610'372		2'610'372
<b>Total Burundi</b>				3'216'646		3'216'646
Cambodge	CEDEP I - Évaluation	Gouvernement	6 août 2012	220'661		220'661
	CEDEP I - Riz	Banque mondiale	6 août 2012	1'112'847		1'112'847
	CEDEP I - Soie	ITC	6 août 2012	974'980		974'980
	CEDEP II - ACAC	Shift 360	13 janv. 2014	950'000		950'000
	CEDEP II - Manioc	PNUD	13 janv. 2014	997'026		997'026
	CEDEP II - Évaluation	Gouvernement	13 janv. 2014	347'610		347'610
	CEDEP II - Pêche en mer	ONUDI	13 janv. 2014	988'953		988'953
<b>Total Cambodge</b>				5'592'077		5'592'077
République centrafricaine	Capacités en matière d'offre de produits agricoles	Gouvernement	18 sept. 2012	-		-
<b>Total République centrafricaine</b>				-		-
Tchad	Gomme arabique - PRCCGA	Gouvernement	11 oct. 2013	2'539'734		2'539'734
	Étude de faisabilité	ONUDI	19 fevr. 2014	189'312		189'312
	Gomme arabique - Soutien par des CCI	UNOPS	11 oct. 2013	376'113		376'113
<b>Total Tchad</b>				3'105'159		3'105'159

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
Comores	Compétitivité des exportations	PNUD	10 janv. 2014	3'527'131		3'527'131
<b>Total Comores</b>				3'527'131		3'527'131
Congo, République démocratique du	Huile de palme	Gouvernement	15 déc. 2014	2'647'745		2'647'745
<b>Total Congo, République démocratique du</b>				2'647'745		2'647'745
Djibouti	Développement et promotion du tourisme	Gouvernement	27 mars 2017		1'500'000	1'500'000
<b>Total Djibouti</b>					1'500'000	1'500'000
Éthiopie	Production de miel de qualité (ICIPE)	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE)	13 sept. 2018		1'499'918	1'499'918
<b>Total Éthiopie</b>					1'499'918	1'499'918
Gambie	SCEDP	ITC	18 janv. 2012	2'355'517		2'355'517
	Facilitation des échanges (aéroport)	Gouvernement	4 avr. 2013	2'494'200		2'494'200
	SheTrades in The Gambia (B751)	ITC	5 nov. 2018		300'012	300'012
<b>Total Gambie</b>				4'849'717	300'012	5'149'729
Guinée	Mangue (PRODEFIMA)	Gouvernement	21 nov. 2013	2'998'148		2'998'148
	ONCQ - Laboratoire SPS	Gouvernement	19 déc. 2017		1'500'000	1'500'000
<b>Total Guinée</b>				2'998'148	1'500'000	4'498'148
Kiribati	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	26 oct. 2018		60'106	60'106
<b>Total Kiribati</b>					60'106	60'106
RDP lao	Qualité et statistiques	Gouvernement	27 nov. 2013	2'491'883		2'491'883
	Projet combiné - Projet de promotion des exportations et de soutien en faveur de la durabilité	Gouvernement	4 déc. 2018		1'800'000	1'800'000
<b>Total RDP lao</b>				2'491'883	1'800'000	4'291'883
Lesotho	Productivité agricole	ITC	21 déc. 2012	2'735'685		2'735'685
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	20 août 2018		60'027	60'027
<b>Total Lesotho</b>				2'735'685	60'027	2'795'712

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
Libéria	Études de faisabilité concernant le tourisme et l'ameublement	ITC	13 août 2015	199'433		199'433
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	6 oct. 2017		49'220	49'220
<b>Total Libéria</b>				199'433	49'220	248'653
Malawi	Lien des petits exploitants avec l'agroalimentaire (NASFAM)	Association des petits exploitants agricoles du Malawi (NASFAM)	16 sept. 2014	1'648'750		1'648'750
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	20 août 2018		60'452	60'452
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC) - Phase 1 du CIR	Gouvernement	16 sept. 2014	1'146'299		1'146'299
	Étude sur les zones économiques spéciales (MITC-SEZ)	Banque mondiale	22 fevr. 2018	200'000		200'000
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC) - Solde du budget au titre de la Phase 1 du CIR	Gouvernement	21 nov. 2018		204'519	204'519
<b>Total Malawi</b>				2'995'049	264'971	3'260'020
Maldives	Renforcement des capacités institutionnelles en matière de facilitation des échanges	Gouvernement	30 mai 2013	1'557'838		1'557'838
<b>Total Maldives</b>				1'557'838		1'557'838
Mali	Gomme arabique - Phase 1 du CIR	Gouvernement	17 fevr. 2012	2'825'340		2'825'340
	Gomme arabique - Solde du budget au titre de la Phase 1 du CIR	Gouvernement	21 nov. 2018		1'543'813	1'543'813
<b>Total Mali</b>				2'825'340	1'543'813	4'369'153
Népal	Compétitivité du gingembre	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	6 mai 2012	700'642		700'642

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
	Pashmina (PETS)	ITC	22 mai 2013	1'861'603		1'861'603
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	4 juill. 2017		49'220	49'220
	Plantes médicinales et aromatiques - Phase 1 du CIR	GIZ	18 nov. 2013	3'580'000		3'580'000
	Plantes médicinales et aromatiques - Solde du budget au titre de la Phase 1 du CIR	GIZ	21 nov. 2018		320'000	320'000
<b>Total Népal</b>				6'142'245	369'220	6'511'465
Niger	Cuir (cuirs et peaux)	Gouvernement	19 août 2013	2'445'100		2'445'100
<b>Total Niger</b>				2'445'100		2'445'100
Régional	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (COMESA)	marsé commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	29 juin 2018		207'400	207'400
	Commerce transfrontières sans papier (CESAP)	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	5 sept. 2018		199'020	199'020
	Technologies agricoles (ODI)	Overseas Development Institute (ODI)	11 déc. 2018		195'792	195'792
<b>Total régional</b>					602'212	602'212
Rwanda	Développement des capacités transfrontières	Gouvernement	8 déc. 2014	3'324'948		3'324'948
<b>Total Rwanda</b>				3'324'948		3'324'948
Samoa	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	13 juin 2017		50'611	50'611
	TSSP - Phase 1 du CIR	Gouvernement	30 avr. 2014	2'364'849		2'364'849
	TSSP - Solde du budget au titre de la Phase 1 du CIR	Gouvernement	21 nov. 2018		579'374	579'374
<b>Total Samoa</b>				2'364'849	629'985	2'994'834
Sénégal	Compétitivité de la mangue - Phase 1 du CIR	Gouvernement	20 août 2014	2'879'356		2'879'356
	Météologie	Gouvernement	20 juin 2018		1'500'000	1'500'000

PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
	Compétitivité de la mangue - Solde du budget au titre de la Phase 1 du CIR	Gouvernement	21 nov. 2018		112'002	112'002
<b>Total Sénégal</b>				2'879'356	1'612'002	4'491'358
Sierra Leone	Tourisme durable (STDPP)	Gouvernement	27 janv. 2012	1'234'543		1'234'543
<b>Total Sierra Leone</b>				1'234'543		1'234'543
Îles Salomon	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	12 oct. 2017		48'150	48'150
	Tourisme (SI-TIDE) - Phase 1 du CIR	Gouvernement	22 janv. 2014	1'500'000		1'500'000
	Renforcement des capacités pour le commerce des produits agricoles (ECAT)	Gouvernement	12 janv. 2018		1'500'000	1'500'000
	Tourisme (SI-TIDE) - Solde du budget au titre de la Phase 1 du CIR	Gouvernement	21 nov. 2018		44'700	44'700
<b>Total Îles Salomon</b>				1'500'000	1'592'850	3'092'850
Togo	Soja	Gouvernement	20 oct. 2014	3'000'000		3'000'000
	Projet de soutien en faveur de la durabilité - Noix de cajou et karité (PRODAK)	Gouvernement	25 juin 2018		1'800'000	1'800'000
<b>Total Togo</b>				3'000'000	1'800'000	4'800'000
Tuvalu	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	27 sept. 2018		60'606	60'606
<b>Total Tuvalu</b>					60'606	60'606
Ouganda	Services commerciaux de district (DICOSS)	Gouvernement	30 août 2011	2'996'204		2'996'204
<b>Total Ouganda</b>				2'996'204		2'996'204
Vanuatu	Infrastructures touristiques (VTIP)	Gouvernement	18 déc. 2014	3'150'000		3'150'000
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	CNUCED	6 oct. 2017		49'220	49'220
	Système de guichet unique électronique (ESWS)	Gouvernement	12 janv. 2018		1'500'000	1'500'000
<b>Total Vanuatu</b>				3'150'000	1'549'220	4'699'220


PAYS	TITRE	PEMO	DATE D'APPROBATION INITIALE	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE UN DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ POUR LA PHASE DEUX DU CIR (USD)	BUDGET APPROUVÉ TOTAL (USD)
Yémen	Centres de lutte contre les maladies de l'abeille (CBDP)	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE)	31 oct. 2014	1'027'200		1'027'200
	Productivité et qualité du miel (IHPQ)	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE)	21 déc. 2012	1'488'000		1'488'000
<b>Total Yémen</b>				2'515'200		2'515'200
Zambie	Miel (TIPEC-ZAS)	Organisation néerlandaise de développement (SNV)	28 janv. 2013	2'469'930		2'469'930
	Renforcement des capacités phytosanitaires	Gouvernement	27 juill. 2018		200'000	200'000
	SheTrades in Zambia (B785)	ITC	18 oct. 2018		200'000	200'000
<b>Total Zambie</b>				2'469'930	400'000	2'869'930
<b>Total général</b>				<b>81'625'382</b>	<b>22'961'642</b>	<b>104'587'024</b>





 [enhancedif.org](http://enhancedif.org)

 @EIF4LDCs

 facebook.com/eif4ldcs

 youtube.com/user/EIF4LDCs

 flickr.com/photos/152818923@N04/

 linkedin.com/company/11161784/

**Secrétariat Exécutif du CIR**

Rue de Lausanne 154  
CH-1211 Genève 2  
Suisse

 +41 (0)22 739 6650

 eif.secretariat@wto.org



[trade4devnews.enhancedif.org](http://trade4devnews.enhancedif.org)



INFORMATIONS



TRIBUNE LIBRE



ACTIVITÉS



REPORTAGES PHOTO



RÉCITS D'EXPÉRIENCE



QUESTIONS-RÉPONSES

*Le Cadre intégré renforcé rassemble des partenaires et des ressources en vue d'aider les pays les moins avancés à utiliser le commerce pour réduire la pauvreté et assurer une croissance inclusive et un développement durable.*



**Le commerce pour le développement des PMA**

**Organisations partenaires du CIR**

Fonds monétaire international (FMI)

Centre du commerce international (ITC)

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Groupe Banque mondiale (BM)

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Organisation mondiale du tourisme (OMT)

**Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale du CIR**

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

**Donateurs du Fonds d'affectation spéciale du CIR**

